

DOSSIER PÉDAGOGIQUE

ÉTRANGERS ET COLONISÉS EN RÉSISTANCE

VOUS Y TROUVEREZ

Chronologies, documents et photographies libres de droits, à votre disposition pour préparer vos visites guidées, libres ou à distance du musée de l'Ordre de la Libération. Ces documents sont aussi utilisables sans visite.



Dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la déportation 2026/2027 : “Les étrangers dans la Résistance” le musée de l'Ordre de la Libération met à disposition ses ressources pour la préparation du concours !

**MUSÉE
DE L'ORDRE
DE LA
LIBÉRATION**



CONTEXTE GÉNÉRAL

RÉSISTANCE

Mai

Création du camp de concentration de Ravensbrück

3 septembre

La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne

Mai-juin

Attaque allemande et défaite de la France

17 juin

Pétain annonce à la radio qu'il demande à « cesser le combat »

Septembre

Début du Blitz

3 octobre

Premières lois antisémites en France (Gouvernement de Vichy)

24 octobre

Rencontre Pétain-Hitler à Montoire

22 juin

Attaque allemande de l'URSS, fin du pacte germano-soviétique

7 décembre

Attaque japonaise contre Pearl Harbor (Pacifique)

Mai-juin

Victoire des Français libres à Bir-Hakeim (Libye)

16-17 juillet

Rafle du Vel d'Hiv à Paris

Octobre-novembre

Victoire des Français libres et des Alliés à El-Alamein (Égypte)

8 novembre

Débarquement des Britanniques et des Américains en Afrique du Nord

11 novembre

L'armée allemande envahit la zone sud de la France

2 février

Défaite allemande à Stalingrad (URSS)

6 juin

Débarquement des Alliés en Normandie

15 août

Débarquement franco-américain en Provence

17 août

Le dernier convoi de déportés juifs quitte Drancy

Janvier

Les soldats français achèvent de libérer l'Alsace

27 janvier

L'Armée rouge découvre le camp d'Auschwitz,

8 mai

Capitulation de l'Allemagne

1939

1940

1941

1942

1943

1944

1945

17 juin

Tract d'Edmond Michelet. Le général de Gaulle gagne Londres.

18 juin

Appel à refuser la défaite et à poursuivre le combat du général Charles de Gaulle en Angleterre

Août

Ralliement à la France libre de l'Afrique-Équatoriale Française (gouverneur du Tchad Félix Éboué)

27 octobre

Création du Conseil de défense de l'Empire (Brazzaville)

7 novembre

Création du Corps des Volontaires françaises

11 novembre

Manifestation étudiante et lycéenne sur les Champs-Élysées

16 novembre

Création de l'Ordre de la Libération à Brazzaville (Congo)

2 mars

Victoire de Koufra (Leclerc, Régiment de marche du Tchad)

21 juin

Les Français libres et les Britanniques sont vainqueurs des troupes de Pétain en Syrie

25 octobre

Le général de Gaulle rencontre Jean Moulin à Londres

1er décembre

Naissance de « Combat » par la fusion du MLN et du mouvement Liberté de François de Menthon (direction Henri Frenay et Berty Albrecht)

23 février

Exécution au Mont Valérien de sept membres du groupe du musée de l'Homme

27 avril

Pierre Brossolette part pour Londres

6 juillet

Premier grand convoi de répression parti de France à destination d'Auschwitz-Birkenau dit des « 45 000 »

9 février

Création par le général de Gaulle de la médaille de la Résistance française

16 février

Instauration de la loi mettant en place le Service du travail obligatoire en Allemagne pour les jeunes Français, ce qui favorise la création des maquis.

27 mai

Première réunion du Conseil national de la Résistance à Paris

31 mai

Le général de Gaulle s'installe à Alger et forme un gouvernement

21 février

Exécution du « groupe » Manouchian

15 août

Le dernier convoi de déportés par mesure de répression quitte Paris vers Buchenwald et Ravensbrück.

25 août

Libération de Paris par la 2ème division blindée du général Leclerc et la résistance parisienne

1939

1940

1941

1942

1943

1944

1945

CONTEXTE

Mai
Création du camp
de concentration
de Ravensbrück

3 septembre
La France et le
Royaume-Uni
déclarent la
guerre à
l'Allemagne

Mai-juin
Attaque
allemande et
défaite de la
France

22 juin
Attaque
allemande de
l'URSS

7 décembre
Attaque
japonaise contre
Pearl Harbor

16-17 juillet
Rafle du Vel
d'Hiv à Paris

2 février
Défaite
allemande à
Stalingrad
(URSS)

6 juin
Débarquement des
Alliés en Normandie

15 août
Débarquement
franco-américain
en Provence

17 août
Le dernier convoi de
déportés juifs quitte
Drancy



RÉSISTANCE INTÉRIÈURE

17 juin
Tract
d'Edmond
Michelet

11 novembre
Manifestation
étudiante et
lycéenne sur les
Champs-Élysées

Octobre
Le général de
Gaulle
rencontre
Jean Moulin à
Londres



1er décembre
Naissance de
"Combat"
(Henri Frenay
et Bertie
Albrecht)



27 mai
Première
réunion du
Conseil
national de la
Résistance à
Paris

Février
Création des
FFI

25 août
Libération de Paris
par la 2ème division
blindée du général
Leclerc et la
résistance parisienne

RÉSISTANCE EXTÉRIÈURE

18 juin
Appel du
général
Charles de
Gaulle en
Angleterre



Août
Ralliement
du Tchad
(Félix
Eboué)



Juin
Les Français
libres et les
Britanniques
sont vainqueurs
des troupes de
Pétain en Syrie



Mai-juin
Victoire des
Français libres à
Bir-Hakeim



Octobre-novembre
Victoire des
Français libres et
des Alliés à El-
Alamein

8 novembre
Débarquement des
Britanniques et des
Américains en
Afrique du Nord

11 novembre
L'armée allemande
envahit la zone sud

9 février
Création de
la Médaille
de la
Résistance
française par
le général de
Gaulle

21 février
Exécution du 'groupe
Manouchian'

31 mai
Le général de
Gaulle s'installe à
Alger et forme un
gouvernement

8 mai
Capitulation de
l'Allemagne



1939

1940

1941

1942

1943

1944

1945

CONTEXTE

3 septembre
La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne

Mai-juin
Attaque allemande et défaite de la France

22 juin
Attaque allemande de l'URSS

7 décembre
Attaque japonaise contre Pearl Harbor

16-17 juillet
Rafle du Vel d'Hiv à Paris

2 février
Défaite allemande à Stalingrad (URSS)

6 juin
Débarquement des Alliés en Normandie

15 août
Débarquement franco-américain en Provence

17 août
Le dernier convoi de déportés juifs quitte Drancy



RÉSISTANCE INTÉRIÈURE

17 juin
Tract d'Edmond Michelet

11 novembre
Manifestation étudiante et lycéenne sur les Champs-Élysées

Octobre
Le général de Gaulle rencontre Jean Moulin à Londres



1er décembre
Naissance de "Combat" (Henri Frenay et Bertie Albrecht)



27 mai
Première réunion du Conseil national de la Résistance à Paris

25 août
Libération de Paris par la 2ème division blindée du général Leclerc et la résistance parisienne

RÉSISTANCE EXTÉRIÈURE

18 juin
Appel du général Charles de Gaulle en Angleterre



Août
Ralliement du Tchad (Félix Eboué)



Mai-juin
Victoire des Français libres à Bir-Hakeim



Octobre-novembre
Victoire des Français libres et des Alliés à El-Alamein

8 novembre
Débarquement des Britanniques et des Américains en Afrique du Nord

11 novembre
L'armée allemande envahit la zone sud

31 mai
Le général de Gaulle s'installe à Alger et forme un gouvernement

21 février
Exécution du 'groupe Manouchian'



8 mai
Capitulation de l'Allemagne

TABLES DES MATIERES

PROGRAMMES :	1
COLLÈGE (3 È M E)	1
LYCÉE	1
NOTIONS-CLÉ	2
CONTEXTE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET NAISSANCE DE LA RÉSISTANCE	4
ORDRE DE LA LIBÉRATION ET MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE	7
LE MONT-VALERIEN	8
L'EMPIRE COLONIAL EN 1940	9
COLONIAUX, IMMIGRÉS ET ÉTRANGERS EN RÉSISTANCE	9
RÉPRESSION ET DÉPORTATION	11
CONTEXTE GÉNÉRAL	11
LES CONVOIS DE DÉPORTATION	12
BUCHENWALD	13
RAVENSBRÜCK	14
LES FORCES FRANÇAISES LIBRES	15
FORCES TERRESTRES FRANÇAISES LIBRES	15
PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOQUE	16
FÉLIX ÉBOUÉ	19
LA 13ÈME DEMI-BRIGADE DE LÉGIION ÉTRANGÈRE	20
DIMITRI AMILAKVARI	21
GUSTAVO CAMERINI	22
JACQUES RENARD	23
LE BATAILLON DE MARCHÉ N°2	24
GEORGES KOUDOUKOU	25
LEON BOUVIER	26
VICTOR MIRKIN	27
SIMONE BUTERNE	28
LE CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES	28
DIASSO KAL BOUTIÉ	29
MABOULKEDE	29
DOMINIQUE KOSSEYO	30
FORCES AÉRIENNES FRANÇAISES LIBRES	31
RÉGIMENT DE CHASSE NORMANDIE-NIEMEN	31
IGOR EICHENBAUM	32
LE GROUPE DE BOMBARDEMENT LORRAINE	33
ROMAIN GARY	34
FORCES NAVALES FRANÇAISES LIBRES	35
OUASSINI BOUARFA	35
LES CHEFS D'ÉTATS	36
WINSTON CHURCHILL (SIR)	36
MOHAMMED V	37
GEORGE VI	38
LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE	39
JOSÉPHINE BAKER	39
ADDI BÂ (MAMADOU ADI BA)	41

ALBERT IDOHOU	41
AGOSSI WABI	42
ALOYSIUS ODEWOLE	42
SIDIKI BOUBAKARI	43
ADOLPHE GAËTAN	43
LE « GROUPE MANOUCHIAN »	44
RAYSKI ADAM (ABRAM RAJGRODSKI)	46
RACHEL CHEIGAM	47
JORGE SEMPRUN	48
BORIS VILDÉ	49
NOOR INAYAT KHAN	50
TIBOR REVESZ-LONG	51
ERNEST APPENZELLER	52
MARIANNE COHN	53
QUESTIONNAIRE ÉLÈVES	54
CARTE NUMÉRIQUE	54
VITRINE : L'ÉCOLE MILITAIRE DES CADETS DE LA FRANCE LIBRE	54
VITRINE : « LE CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES »	55
VITRINE : LE BATAILLON DE MARCHÉ N°2	55
VITRINE : 13È DEMI-BRIGADE DE LÉGIION ÉTRANGÈRE	56
VITRINE : GROUPE DE BOMBARDEMENT LORRAINE (342 SQUADRON)	56
VITRINE : RÉGIMENT DE CHASSE NORMANDIE-NIEMEN	56
VITRINE : « À TOUS LES FRANÇAIS »	57
VITRINE : DE GAULLE ET LES ALLIÉS	57
RÉPONSES DU QUESTIONNAIRE	58
TÉMOIGNAGES ÉCRITS DE RÉSISTANTS	60
TÉMOIGNAGE DE JORGE SEMPRUN, EXTRAIT DE « L'ÉCRITURE OU LA VIE », GALLIMARD. 1994	60
TÉMOIGNAGE DE GUSTAVO CAMERINI, EXTRAIT DE « CE SOIR NOUS MONTERONS TOUS AU PARADIS ». A. BARTHELEMY, 2002	61
LETRE ÉCRITE PAR MISSAK MANOUCHIAN À SA FEMME MÉLINÉE LE 21 FÉVRIER 1944 À LA PRISON DE FRESNES, QUELQUES HEURES AVANT QU'IL SOIT FUSILLÉ AU FORT DU MONT VALÉRIEN	62
TÉMOIGNAGE DE ROMAIN GARY, EXTRAIT DE « LA PROMESSE DE L'AUBE », CHAPITRE XXXI. GALLIMARD. 1960	63
RESSOURCES EN LIGNE	66
DOSSIERS PÉDAGOGIQUES	66
PODCAST	66
VIDEOS	66

PROGRAMMES :

COLLÈGE (3 È M E)

Histoire - Géographie

« L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) » : Les combats de la Seconde Guerre mondiale. Les différentes formes de Résistance face au régime de Vichy et à l'Allemagne nazie.

« Le monde depuis 1945 » avec la fin des empires coloniaux.

Enseignement moral et civique

Les règles du jeu démocratique, les acteurs de la démocratie et leur engagement : l'engagement individuel et l'engagement collectif.

LYCÉE

Histoire géographie / Enseignement moral et civique

Les Compagnons se sont engagés pour la liberté de la France, au moment où la démocratie est niée. Par ces exemples, les élèves approfondissent les thèmes des programmes comme en Seconde (Droits, libertés et responsabilité), en Première (la société) et en Terminale (Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale, La France dans la guerre : occupation, collaboration, régime de Vichy, Résistance).

Guerres européennes, guerres mondiales, guerres totales (1914-1945).

Quelques points de passage et d'ouverture :

Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre ; De Gaulle et la France libre ; juin 1944 : le débarquement en Normandie.

La France : une nouvelle place dans le monde, comment la France cesse d'être une puissance coloniale.

NOTIONS-CLÉ

La Résistance

Elle a pour origine des motivations diverses. C'est d'abord un refus : de la défaite alors que la guerre continue, de l'occupation de la France, de l'idéologie nazie, d'un régime -celui de Vichy- contraire aux valeurs de la République et qui collabore avec l'ennemi.

Ce refus s'accompagne du choix d'agir, pour ne pas subir, pour « faire quelque chose ». Cet engagement volontaire est risqué et lourd de conséquences. Il implique de transgresser la loi, parfois de rompre avec sa famille et son milieu et peut entraîner la torture, la déportation et souvent la mort.

La Résistance a pu vivre et survivre par la solidarité et les liens avec la société.

France libre

Organisation politique et militaire, créée par le général de Gaulle au lendemain de l'appel du 18 juin 1940, visant à combattre les forces de l'Axe et à se substituer au régime du maréchal Pétain. Elle comprend au départ un Conseil de défense de l'Empire (novembre 1940) puis un Comité national français (septembre 1941), ébauche de gouvernement. A partir de 1943, la France libre cède la place au Comité français de la Libération nationale.

Forces françaises libres

Sur le plan militaire, les Forces françaises libres (FFL), formées au départ de quelques milliers de volontaires, ne dépassent pas 60 000 personnes à son apogée en 1943.

Au début ce sont pour la plupart de simples bataillons voire de simples compagnies qui, peu à peu, à la faveur des ralliements de territoires et de l'afflux de nouveaux volontaires, se transforment en régiments. Ceux-ci combattent principalement au sein des deux grandes unités françaises libres « historiques » que sont la 1^{ère} division française libre (1^{ère} DFL) et la 2^{ème} division blindée (2^{ème} DB). Pour leur participation active et ininterrompue aux opérations de 1940 à 1945, neuf des unités des forces terrestres françaises libres sont distinguées par l'attribution de la croix de la Libération. 579 Compagnons ont fait partie des Forces terrestres, et environ 150 n'ont pas survécu à la guerre.

Forces françaises de l'intérieur (FFI)

Les principaux groupements militaires de la Résistance intérieure constitués en France occupée fusionnent le 1^{er} février 1944 pour former les FFI. Ce regroupement concerne notamment l'Armée secrète (AS), Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur, l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) et les Francs-tireurs et partisans (FTP).

Résistance intérieure

Ensemble des mouvements, des réseaux clandestins et des maquis qui, durant la Seconde Guerre mondiale, ont poursuivi la lutte contre l'Axe et le régime de Vichy sur le territoire français depuis juin 1940 jusqu'à la Libération en 1945.

Réseaux

Organisations de Résistance visant à réaliser un travail militaire précis (renseignement, action, évasion) dans le but de combattre l'ennemi.

Mouvements

Organisations de Résistance visant à combattre l'ennemi notamment par leurs actions de propagande destinées à mobiliser l'opinion publique.

Maquis

Petites zones du territoire, souvent difficiles d'accès, militairement contrôlées par la Résistance.

Tirailleurs sénégalais

Corps de troupe qui a été formé par Faidherbe, gouverneur du Sénégal de 1854 à 1865. Il a créé un premier régiment de tirailleurs sénégalais en 1854, puis en 1857 il a créé le bataillon des tirailleurs sénégalais pour lutter contre El Hadj Omar. Le 21 juillet 1858, Napoléon III signait le décret de Plombières, officialisant la création de ce bataillon.

Conseil national de la Résistance (CNR)

Organisme représentatif de la France résistante, constitué clandestinement en mai 1943 par Jean Moulin, toutes tendances politiques comprises. Le CNR dirige et coordonne les différents mouvements de la Résistance intérieure française jusqu'à la Libération.

Comité français de la Libération nationale (CFLN)

Organisation gouvernementale créée à Alger le 3 juin 1943, succédant au Comité national français de Londres (de Gaulle) en fusionnant avec le commandement en chef français civil et militaire d'Alger (Giraud). Son but est d'unifier l'effort de guerre français et de préparer la Libération.

Nacht und Nebel (NN)

En français « Nuit et brouillard », il s'agit du nom de code des « directives sur la poursuite pour infractions contre le Reich ou contre les forces d'occupation dans les territoires occupés ». Elles sont l'application d'un décret du 7 décembre 1941 signé par le maréchal Keitel et ordonnant la déportation de tous les ennemis ou opposants du Troisième Reich. En application de ce décret, il était possible de transférer en Allemagne toutes les personnes représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande » (saboteurs, résistants, opposants ou réfractaires à la politique ou aux méthodes du Troisième Reich) et à terme, de les faire disparaître dans un secret absolu.

CONTEXTE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET NAISSANCE DE LA RÉSISTANCE

Le 3 septembre 1939, La France déclare la guerre à l'Allemagne suite à l'attaque de la Pologne le 1er septembre. Les hommes sont mobilisés pour défendre la ligne Maginot dont la construction symbolise la stratégie défensive de l'État-major français. Après la « drôle de guerre », en mai-juin 1940, en quelques semaines, l'armée française est battue par l'armée Allemande lors de la première campagne de France.

L'avancée des troupes nazies provoque un exode massif des populations vers le sud de l'hexagone : Luxembourgeois, Néerlandais, Belges et Français fuient par millions sur les routes. Du 10 au 14 juin 1940, pas moins de deux millions de personnes quittent la région parisienne. Paris est déclarée « ville ouverte » le 14 juin 1940.



Photographie du général de Gaulle à la BBC en octobre 1941

Paul Reynaud, le président du Conseil, est aussi sur les routes avec le gouvernement. Il démissionne puis est remplacé par le maréchal Pétain. Ce dernier, annonce le 17 juin « qu'il faut cesser le combat ». Pour beaucoup de Compagnons de la libération ce discours est l'élément déclencheur de leur engagement dans ce que l'on n'appelle pas encore la résistance. Le lendemain, un général, alors inconnu, lui répond sur les ondes de la BBC en appelant, au contraire, à poursuivre le combat : c'est l'appel du 18 juin du général de Gaulle.

Dès lors, quelques volontaires le rejoignent et constituent la France libre. Certains, qu'ils aient entendu l'appel ou pas, décident de combattre l'occupant et le régime de Vichy à l'intérieur du territoire.

La France signe deux armistices : l'un avec l'Allemagne le 22 juin 1940 à Rethondes, l'autre avec l'Italie le 24 juin 1940 à Rome.

Le pays est divisé entre une zone « occupée », une zone dite « libre », une zone intégrée au Reich : l'Alsace et la Moselle et le nord de la France administré par le commandement militaire de Bruxelles.

Déclaration du général de Gaulle rapportée par Christian Pineau, chef du mouvement Libération nord fin avril 1942 et destiné aux chefs de mouvement de résistance. Elle fut publiée en France dans les journaux clandestins de la zone occupée et de la zone non occupée le 23 juin 1942. Cette déclaration constitue le programme sur lequel ces groupements se sont mis d'accord après échanges avec le Comité national français.

Les derniers voiles, sous lesquels l'ennemi et la trahison opéraient contre la France, sont désormais déchirés. L'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français : c'est l'indépendance ou l'esclavage. Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire.

Mais cette épreuve gigantesque a révélé à la nation que le danger qui menace son existence n'est pas venu seulement du dehors et qu'une victoire qui n'entraînerait pas un courageux et profond renouvellement intérieur ne serait pas la victoire.

Un régime, moral, social, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution.

Malgré les chaînes et le bâillon qui tiennent la nation en servitude, mille témoignages, venus du plus profond d'elle-même, font apercevoir son désir et entendre son espérance. Nous les proclamons en son nom. Nous affirmons les buts de guerre du peuple français.

Nous voulons que tout ce qui appartient à la nation française revienne en sa possession. Le terme de la guerre est, pour nous, à la fois la restauration de la complète intégrité du territoire, de l'Empire, du patrimoine français et celle de la souveraineté complète de la nation sur elle-même. Toute usurpation, qu'elle vienne du dedans ou qu'elle vienne du dehors, doit être détruite et balayée. De même que nous prétendons rendre la France seule et unique maîtresse chez elle, ainsi ferons-nous en sorte que le peuple français soit seul et unique maître chez lui. En même temps que les Français seront libérés de l'oppression ennemie, toutes leurs libertés intérieures devront leur être rendues. Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous éliront l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

Nous voulons que tout ce qui a porté et tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la nation française soit châtié et aboli. Cela signifie, d'abord, que les chefs ennemis qui abusent des droits de la guerre au détriment des personnes et des propriétés françaises, aussi bien que les traîtres qui coopèrent avec eux, devront être punis. Cela signifie, ensuite, que le système totalitaire qui a soulevé, armé, poussé nos ennemis contre nous, aussi bien que le système de coalition des intérêts particuliers qui a, chez nous, joué contre l'intérêt national, devront être simultanément et à tout jamais renversés.

Nous voulons que les Français puissent vivre dans la sécurité. A l'extérieur, il faudra que soient obtenues, contre l'envahisseur séculaire, les garanties matérielles qui le rendront incapable d'agression et d'oppression. A l'intérieur, il faudra que soient réalisées, contre la tyrannie du perpétuel abus, les garanties pratiques qui assureront à chacun la liberté et la

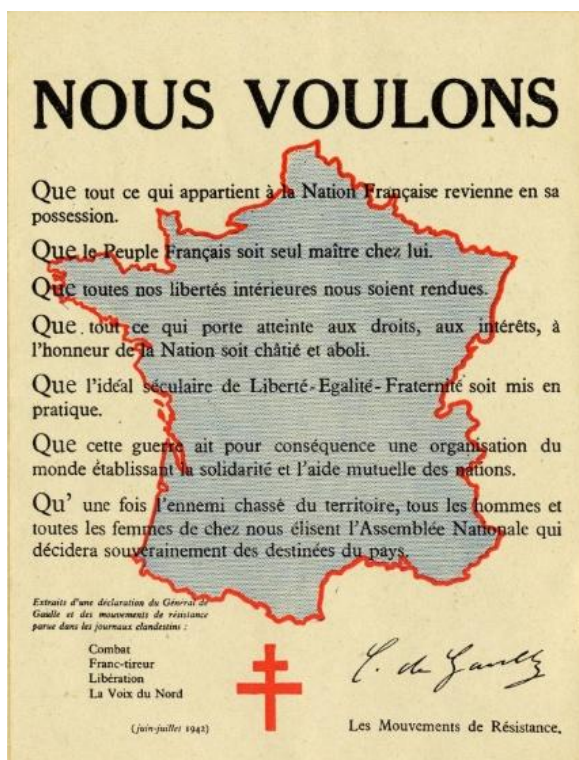
dignité dans son travail et dans son existence. La sécurité nationale et la sécurité sociale sont, pour nous, des buts impératifs et conjugués.

Nous voulons que l'organisation mécanique des masses humaines, que l'ennemi a réalisée au mépris de toute religion, de toute morale, de toute charité, sous prétexte d'être assez fort pour pouvoir opprimer les autres, soit définitivement abolie. Et nous voulons en même temps que, dans un puissant renouveau des ressources de la nation et de l'Empire par une technique dirigée, l'idéal séculaire français de liberté, d'égalité, de fraternité soit désormais mis en pratique chez nous, de telle sorte que chacun soit libre de sa pensée, de ses croyances, de ses actions, que chacun ait, au départ de son activité sociale, des chances égales à celles de tous les autres, que chacun soit respecté par tous et aidé s'il en a besoin.

Nous voulons que cette guerre, qui affecte au même titre le destin de tous les peuples et qui unit les démocraties dans un seul et même effort, ait pour conséquence une organisation du monde établissant, d'une manière durable, la solidarité et l'aide mutuelle des nations dans tous les domaines. Et nous entendons que la France occupe, dans ce système international, la place éminente qui lui est assignée par sa valeur et par son génie.

La France et le monde luttent et souffrent pour la liberté, la justice, le droit des gens à disposer d'eux-mêmes. Il faut que le droit des gens à disposer d'eux-mêmes, la justice et la liberté gagnent cette guerre, en fait comme en droit, au profit de chaque homme, comme au profit de chaque État.

Une telle victoire française et humaine est la seule qui puisse compenser les épreuves sans exemple que traverse notre patrie, la seule qui puisse lui ouvrir de nouveau la route de la grandeur. Une telle victoire vaut tous les efforts et tous les sacrifices. Nous vaincrons !



Tract diffusé en France par les journaux clandestins, Combat, Libération, Franc-Tireur, Le Populaire, La Voix du Nord.

Il a été réalisé par le Secrétariat général à l'information du Comité national français de Londres, avec des extraits de la Déclaration aux mouvements de Résistance du général de Gaulle.

ORDRE DE LA LIBÉRATION ET MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Au sein de la France libre, le général de Gaulle crée le 16 novembre 1940 un ordre destiné à récompenser les volontaires les plus méritants : l'Ordre de la Libération. Au total, ses membres, les Compagnons de la Libération, sont au nombre de 1 038 hommes et femmes, 18 unités militaires et 5 villes. Ils appartenaient aussi bien à la France libre qu'à la Résistance intérieure.

Une distinction leur est décernée : la croix de la Libération.



Le vert
Symbole d'espoir

Le noir
Symbole de deuil

L'épée
Symbole du combat

La croix de Lorraine
Symbole de la France libre



La devise est la suivante

« Patriam servando victoriam tulit » ce qui signifie « En servant la patrie, il a remporté la victoire. »

De tous âges et de toutes origines sociales et géographiques, les Compagnons de la Libération se sont distingués par leurs actions pendant la guerre. Engagés pour la liberté de leur pays et pour la démocratie, contre l'idéologie de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, ils ont montré leur volonté de combattre jusqu'au bout. Ils portent aujourd'hui encore des valeurs citoyennes et républicaines.



MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

Instituée par une ordonnance du 9 février 1943, la médaille de la Résistance française devint rapidement une distinction majeure. En février 1945, est créé deux échelons au sein de la décoration : la médaille de la Résistance et celle avec rosette (ou de première classe).

LE MONT-VALÉRIEN

Le fort du Mont-Valérien à Suresnes (Hauts-de-Seine), où les Allemands ont exécuté plus de 1 000 résistants et otages, est choisi, dès 1945, par le général de Gaulle comme haut lieu de la mémoire française de la Seconde Guerre mondiale. Il fait édifier en 1960 le mémorial de la France combattante dont la crypte, qui abrite les corps de 17 morts pour la France de 1939 à 1945, a accueilli en 2021 celui du dernier Compagnon de la Libération, Hubert Germain.

Y reposent aussi Berty Albrecht, Compagnon de la Libération ainsi que des médaillés de la Résistance dont Renée Lévy.

Dans la clairière du Mont-Valérien ont été fusillés notamment des Compagnons de la Libération comme Honoré d'Estienne d'Orves et Jan Doornik ainsi que des médaillés de la Résistance comme Missak Manouchian et les membres de son groupe.

C'est au Mont-Valérien, que, chaque année, de 1946 à 1968, le général de Gaulle commémore son Appel du 18 juin 1940. Très attaché à cette manifestation, il en a personnellement organisé le déroulement. Elle est l'occasion pour lui de se replonger dans la genèse de son parcours politique et d'y retrouver ses Compagnons des premières heures.

La cérémonie, organisée depuis l'origine par l'Ordre de la Libération, se déroule chaque année dans le cadre de la journée nationale du 18 juin et est présidée par le chef de l'État.

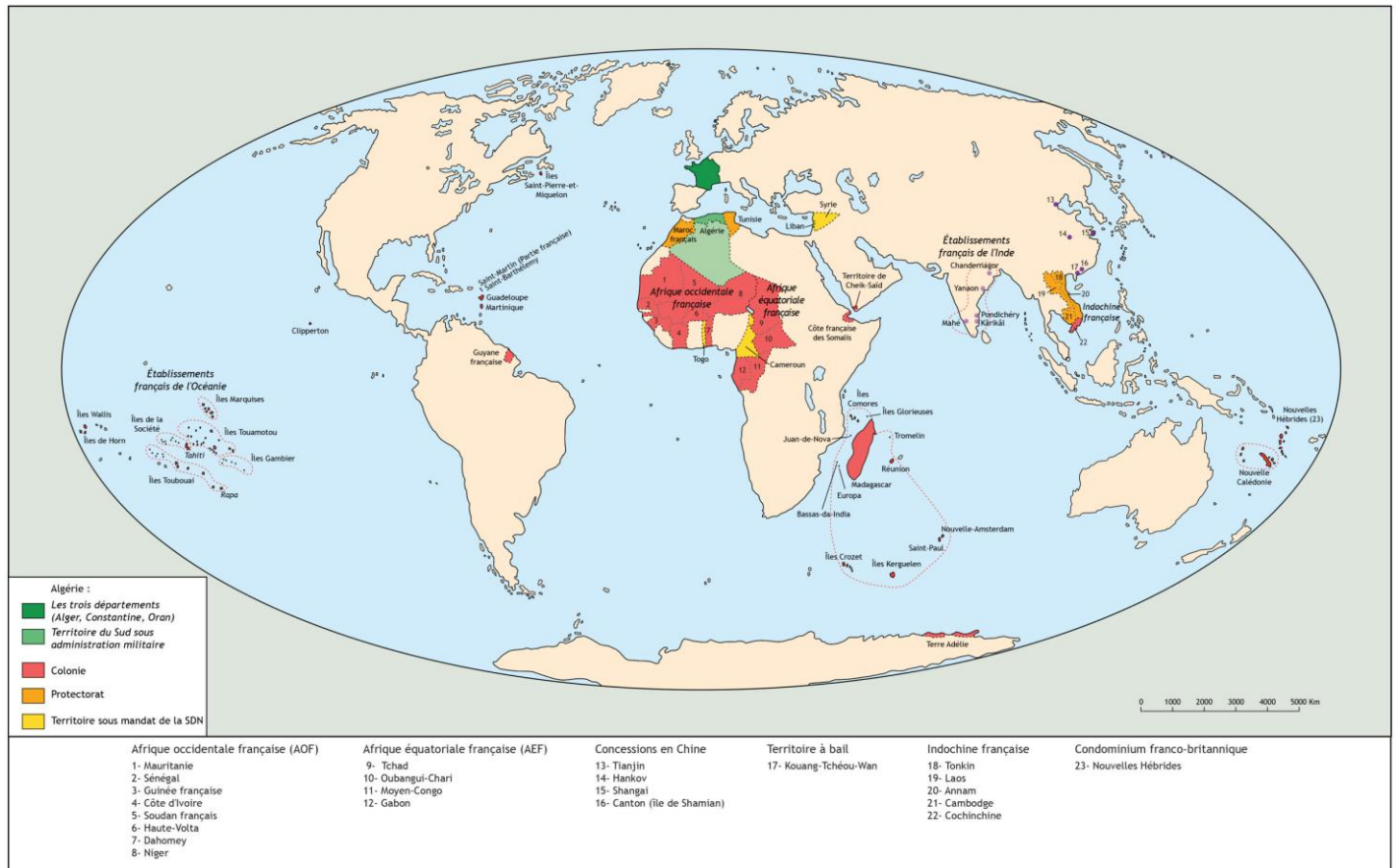
Épée cérémonielle du Mont-Valérien

C'est avec elle que le général de Gaulle ravivait la flamme au mémorial de la France combattante lors des cérémonies au Mont-Valérien chaque 18 juin. Elle est inspirée du glaive qui figure sur la croix de la Libération.



L'EMPIRE COLONIAL EN 1940

L'Empire colonial



Sources : VIDAL DE LA BLACHE P., *Atlas général*, Paris, A. Colin, p. 80-82 ; GUERNIER E., FROMENT-GUIEYSSIE G. (dir.), *L'encyclopédie coloniale et maritime*, Paris, ECM, 1950, 11 vol. ; SUBLIME J.-Y., *La fin des concessions françaises de Chine, 1939-1949*, Mémoire de maîtrise, Université Lumière Lyon II, 2001, p. 14-15.

COLONIAUX, IMMIGRÉS ET ÉTRANGERS EN RÉSISTANCE

15% des Compagnons de la Libération sont nés hors métropole : dans les anciens territoires coloniaux français, ou à l'étranger. Le général Dwight Eisenhower, Sir Winston Churchill et le roi d'Angleterre George VI sont Compagnons de la Libération.

On dénombre des dizaines de milliers de soldats originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne dans l'armée de Libération. La plupart enrôlés dans les troupes qui seront de tous les combats comme à Monte-Cassino. D'autres ont combattu dans les FFI ou dans les maquis (du Vercors aux Vosges) : les coloniaux ont payé leur tribut à la guerre contre l'Occupant de la France.

14 Africains sont compagnons de l'Ordre de la Libération dont Mohammed Ben Youssef (Mohammed V). Des leaders nationalistes comme Ahmed Ben Bella et Léopold Sedar Senghor ont combattu dans les troupes coloniales.

Autant qu'on puisse le savoir, étant donné la difficulté de connaître la nationalité de chacun, il y a eu plusieurs milliers d'étrangers ou naturalisés non-coloniaux qui ont combattu dans la Résistance. À côté de forts contingents de républicains espagnols, de Polonais, de Tchèques

et de Juifs d'Europe centrale qui ont fui les persécutions, on trouve des Belges et des Italiens. Au total, plus de trente nationalités cohabitent sous l'uniforme à Croix de Lorraine.

Environ 500 anciens républicains espagnols ont rejoint les FFL. Ils ont été répartis entre la 13e demi-brigade de Légion étrangère et la 2ème division blindée, où ils ont été regroupés dans la 9e compagnie (la « Nueve ») du 3ème bataillon du Régiment de marche du Tchad, commandé par le capitaine Raymond Dronne et dont les chars portaient le nom de batailles de la guerre d'Espagne. Ces Espagnols sont les premiers à entrer dans Paris le 24 août 1944 au soir, avec une section du 501ème régiment de chars de combat (RCC).

D'autres vont s'engager dans les régiments de marche de volontaires étrangers (RMVE) comme Boris Holban, fondateur des FTP-MOI parisiens.

Beaucoup de ces hommes et de ces femmes considérés comme « étrangers » à l'époque ou aujourd'hui avaient une culture politique internationaliste et étaient attachés à la France républicaine.

La répression envers les troupes coloniales et les étrangers a été spécifique.

Les 70 000 captifs coloniaux aux mains de l'armée allemande ont subi un sort à part, marqué par des violences raciales envers les Africains. Plusieurs milliers d'entre eux, à peine capturés, sont exécutés. Ces exécutions eurent lieu dans leur grande majorité en juin 1940, lors de la deuxième phase de l'offensive allemande, comme le 20 juin 1940 à Chasselay où se situe aujourd'hui une nécropole nationale.

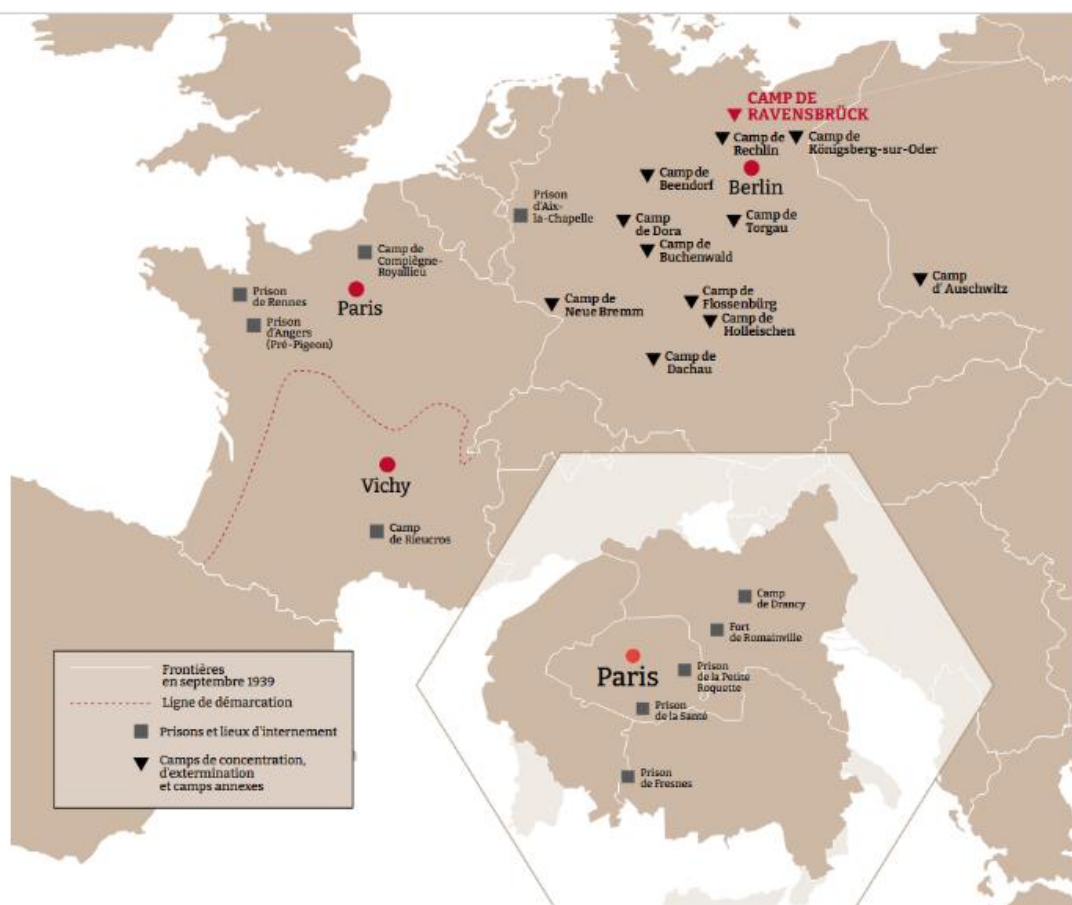
Des étrangers qui ont été faits prisonniers sont transférés en Allemagne. D'autres restent internés en France dans les Fronstalag.

Dès 1940, Vichy et l'occupant nazi mettent en place des politiques antisémites. Selon sa politique d'exclusion le régime de Pétain prend des mesures xénophobes : internement des étrangers de « race juive » par la loi du 4 octobre 1940 (beaucoup seront internés par exemple dans le camp de Gurs), révision des naturalisations, travail forcé au sein des « groupements de travailleurs étrangers » (pour beaucoup d'immigrés espagnols).

Cette politique est menée dans un contexte où le régime nazi planifie et impose la Shoah, la destruction des Juifs dans l'Europe occupée.

RÉPRESSION ET DÉPORTATION

CONTEXTE GÉNÉRAL



©Archives de la FNDIRP - Archives nationales - Livret d'exposition « Déportées à Ravensbrück »

Le système concentrationnaire fait partie de la politique de répression mise en place par les nazis dès l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933. Ce système consiste à enfermer dans des camps les opposants au régime et les personnes considérées comme indésirables. Il se développe en Allemagne puis sur l'ensemble des territoires annexés par l'Allemagne nazie, jusqu'en 1945. Depuis les territoires d'Europe qu'ils ont conquis, les nazis envoient dans ces camps les étrangers qui s'opposent à eux : c'est la déportation de répression.

La déportation dans les camps de concentration a souvent été une des conséquences de l'engagement des résistants. C'est la méthode qui a été la plus utilisée par les nazis pour réprimer les résistants de l'Europe entière. Environ 70 000 hommes et femmes ont été déportés de France par mesure de répression. Ils ont été soumis au travail forcé dans des conditions inhumaines : presque la moitié n'en sont pas revenus. 42 Compagnons de la Libération ont été déportés dans les camps et 12 y ont perdu la vie.

Tout au long de l'Occupation, des convois de déportation ont pris la direction du système concentrationnaire et/ou carcéral du III^{ème} Reich. Les convois sont formés dès le printemps 1941 pour transférer les personnes condamnées par les tribunaux militaires allemands de

zone occupée. À partir de 1942, des petits convois, partent aussi dans le cadre de la procédure « N.N. ». Les déportés sont transférés en Allemagne soit pour y purger leur peine soit pour y être jugés (généralement devant des tribunaux d'exception : le Sondergericht de Cologne puis celui de Breslau pour les « N.N. » (Nacht und Nebel-Nuit et Brouillard), ou le Tribunal du peuple (Volksgerichtshof) qui se charge particulièrement des affaires de haute trahison.

A partir de 1943 la déportation de répression devient un phénomène massif.

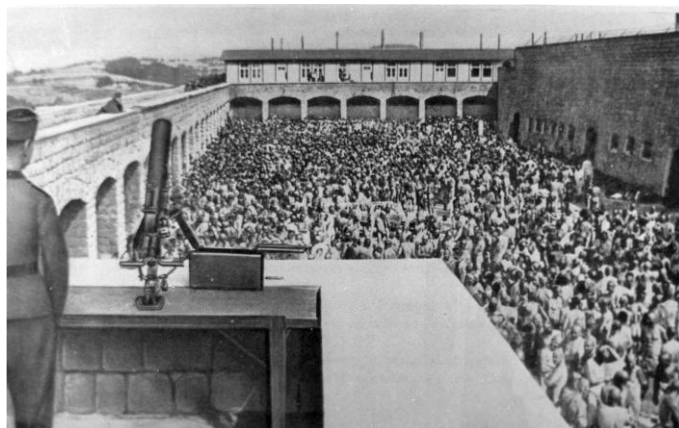
La répression par le régime de Vichy est menée notamment par les brigades spéciales, la BS1 : « anticommuniste » et la BS2 « antiterroriste ». Entre août 1941 et août 1944, les BS1 et BS2 arrêtent près de 3 200 personnes, pour la plupart remises aux Allemands. Des groupes entiers sont démantelés, notamment les Bataillons de la Jeunesse en 1942 (Fernand Zalkinow, d'une famille d'émigrés juifs russes, membre des Bataillons de la jeunesse et médaillé de la Résistance avec rosette a été fusillé dans la clairière du Mont-Valérien) et les Francs-tireurs et partisans Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) en 1943.

LES CONVOIS DE DÉPORTATION

Les cartes de correspondance autorisées au moment du départ ou les mots clandestins jetés des trains, rédigés pour rassurer les proches, ne peuvent décrire le « *chemin de la mort* » caractéristique de nombre de convois massifs.

Après la « *cohue tourbillonnante* » de la montée dans le wagon, « *le glissement enroué des portes. Stupide stupéfaction, celle du rat surpris dans la boîte* ». Ces mots de l'ancien déporté vers Buchenwald, **David Rousset** décrivent des « *scènes d'entre deux mondes* ». De nombreux témoignages de déportés par de grands convois décrivent : le transfert dans des wagons de marchandises durant plusieurs jours, sans eau ou presque, dans la chaleur ou le froid et la promiscuité. Ce transport constitue la première étape de l'« expérience concentrationnaire ».

Les grands convois sont composés d'environ 1 000 personnes, parfois plus de 2 500. Ces convois massifs masquent les très nombreux départs dans des convois plus petits où les conditions de transports sont souvent très différentes mais dont la finalité est tout aussi implacable.



Arrivée d'un convoi de déportation à Mauthausen.

BUCHENWALD



Vue du camp de Buchenwald.

Buchenwald constitue le plus grand camp de concentration, après Auschwitz. Il a été construit en 1937, à proximité de Weimar, les premiers détenus furent des opposants politiques allemands. Près de 10 000 hommes juifs arrêtés lors du pogrom de la « nuit de cristal » y furent internés.

Par la suite y furent détenus des résistants, d'anciens responsables de gouvernement de pays occupés par l'Allemagne, des prisonniers des pays occupés, des prisonniers de guerre, des criminels, des témoins de Jéhovah, des Roms, ainsi que des déserteurs militaires allemands.

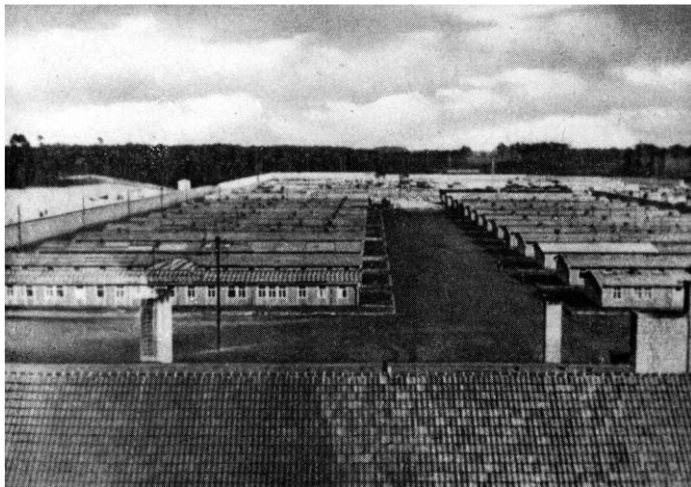
De juin 1943 à janvier 1944, la grande majorité des convois massifs de répression partis de France prennent la direction de Buchenwald. Environ 25 000 personnes y furent déportées. Neuf Compagnons le furent par le convoi parti le 15 août 1944 dont Louis Gentil, chef du réseau Darius-Nord, décédé à Dora ; Guy Flavien, qui par son travail à l'Office Régional du Travail de Paris a résisté et a évité à beaucoup de personnes un départ en Allemagne et Marcelle Henry, des Forces Françaises Combattantes. **Jorge Semprun** y a été déporté par le convoi parti le 27 janvier 1944.

Entre juillet 1937 et avril 1945, les SS y emprisonnèrent environ 250 000 personnes déportées de toute l'Europe. Le camp devient un vivier de main-d'œuvre corvéable à merci et renouvelable à volonté pour la production de guerre. En tout, Buchenwald comptera 136 Kommandos, dont certains sont plus exposés et meurtriers que d'autres dont celui de Dora qui deviendra, le 29 octobre 1944, un camp de concentration autonome, centre de production et d'assemblage des fusées V1 et V2.

Quand les forces soviétiques envahirent la Pologne, les Allemands évacuèrent des milliers de prisonniers des camps de concentration. Après de longues marches forcées, plus de 10 000 prisonniers d'Auschwitz et de Gross-Rosen, dont la plupart étaient juifs, arrivèrent à Buchenwald en janvier 1945.

A Buchenwald, une organisation clandestine de prisonniers sauva de nombreuses vies en entravant l'exécution des ordres nazis et en retardant l'évacuation du camp.

RAVENSBRÜCK



Vue du camp de Ravensbrück

Le camp de concentration de Ravensbrück était le plus grand camp pour femmes du Reich, et le deuxième plus grand dans le système concentrationnaire en général, après Auschwitz-Birkenau. Au fil du temps, il devient le centre d'un important complexe où quelque 132 000 femmes de plus de 40 nations vont connaître l'enfer. Le camp spécifiquement réservé aux femmes

ouvre en mai 1939, près de la ville de Fürstenberg, à environ 80 km au nord de Berlin.

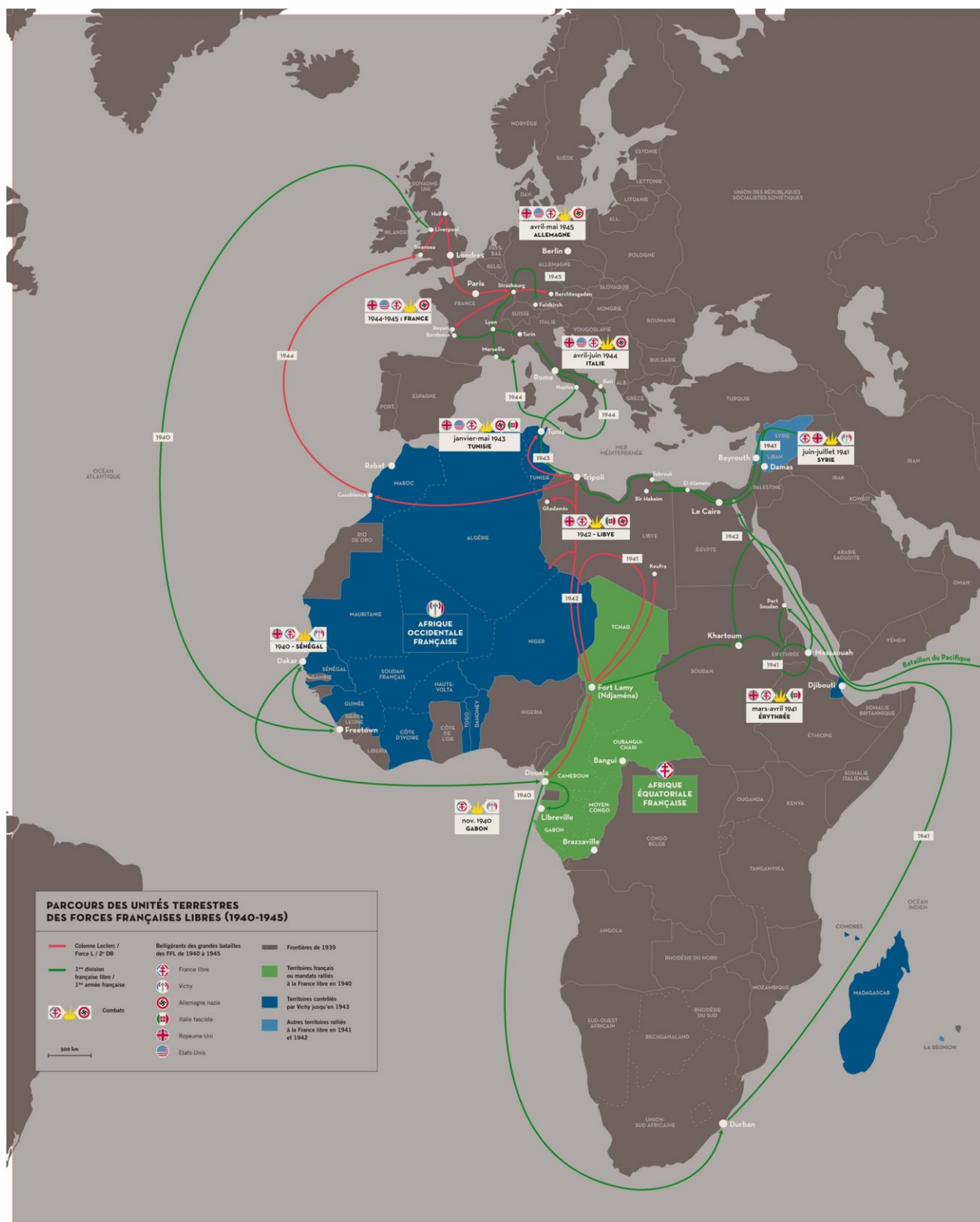
Entre 1940 et 1944, environ 6 700 femmes sont déportées depuis les territoires occupés, et près de 2 200 les territoires de l'Alsace et de la Moselle annexée. L'immense majorité d'entre elles étaient des résistantes. Les premières déportées furent les femmes arrêtées dans le cadre de la répression des grèves du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais en 1941. Beaucoup sont déportées par des convois massifs à partir de Compiègne comme celui du 24 janvier 1943, appelé le « convoi des 31 000 », en raison des matricules donnés à l'arrivée aux déportées. Ce convoi était composé en majorité de communistes parmi lesquelles Danielle Casanova, Charlotte Delbo ou Marie-Claude Vaillant-Couturier. Ce convoi a été dirigé vers Auschwitz-Birkenau, des survivantes du convoi, comme Charlotte Delbo, ont été transférées par la suite à Ravensbrück. Ce transport comptait 230 femmes et environ 1 500 hommes séparés des femmes à Halle puis conduits à Sachsenhausen. D'autres ont été déportées par le convoi du 31 janvier 1944 appelé le convoi des « 27 000 ». Geneviève de Gaulle et Jeannette L'Herminier, toutes deux médaillées de la résistance ont été déportées par ce convoi. En dehors des grands convois il y a eu des déportations dans de petits convois spéciaux, comme les déportés de N.N comme Germaine Tillion.

La population du camp provenait d'une trentaine de pays, dont une majorité de Pologne (36%), les autres provenaient : d'Union soviétique (21%), du Reich allemand (18% Autriche incluse), de Hongrie (8%), de France (6%), de Tchécoslovaquie (3%), du Bénélux (2%), et de Yougoslavie (2%).

Les conditions de vie dans le camp y sont effroyables : déshumanisation, mauvais traitements, sévices, surpopulation, froid, promiscuité, absence d'hygiène, manque de nourriture et travaux harassants épuisent les détenues sans compter les expériences médicales.

LES FORCES FRANÇAISES LIBRES

FORCES TERRESTRES FRANÇAISES LIBRES



Carte retraçant le parcours des unités terrestres des Forces françaises libres de 1940 à 1944.



PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOCQUE

1902 - 1947

Compagnon de la Libération



Engagé pendant la première campagne de France, le capitaine Philippe de Hauteclocque participe aux combats avant d'être fait prisonnier. Il s'évade et rejoint en juillet 1940 le général de Gaulle. Ce dernier le charge de rallier le Cameroun. En mars 1941, en Libye, le colonel Leclerc prend le fort de Koufra. Il y prononce le célèbre serment de Koufra : « Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ». Il poursuit les combats contre les Italiens jusqu'en 1943. Après la campagne de Tunisie, il met sur pied la 2ème division blindée, qu'il commande victorieusement en Normandie avant d'entrer dans Paris en libérateur le 25 août 1944. Les combats de la 2ème DB, qui libère Strasbourg en novembre 1944, s'achèvent en Allemagne en mai 1945. Leclerc signe l'acte de capitulation du Japon le 2 septembre 1945. Il meurt deux ans plus tard dans un accident d'avion en Algérie.

Vareuse et galons du colonel Leclerc



Cette vareuse est celle que Leclerc portait lors du ralliement du Cameroun en août 1940. En 1942, Leclerc donne à son adjoint, le colonel François Ingold, ses galons de colonel lorsqu'il choisit de porter ses étoiles de général, un an après avoir été promu.





PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOCQUE

1902 - 1947

Compagnon de la Libération



Philippe de Hauteclocque est né le 22 novembre 1902 dans la Somme dans une famille de vieille noblesse picarde. Il entre à Saint-Cyr en 1922 (promotion Metz et Strasbourg) et en sort en 1924 ; il suit ensuite les cours de l'Ecole d'application de Cavalerie de Saumur. En 1925, il est affecté au 5e Régiment de cuirassiers en occupation en Allemagne puis obtient une affectation au 8e Spahis algériens au Maroc. Il participe à la pacification du territoire au cours de laquelle il se distingue et prend le commandement du 38e Goum en 1929. Il est rappelé en métropole en 1931 et devient instructeur à Saint-Cyr. En 1938, il est reçu major à l'Ecole de Guerre.

Fin mai 1940, faisant alors partie de l'Etat-major de la 4e Division d'Infanterie, il est fait prisonnier ; il parvient cependant à s'échapper et à rejoindre les lignes françaises.

Le 15 juin, lors d'une contre-attaque face à des blindés ennemis dans la plaine de Champagne, il est blessé à la tête et à nouveau capturé. Il s'évade le 17 et, via l'Espagne et le Portugal, réussit à gagner Londres où il se présente le 25 juillet au général de Gaulle sous le pseudonyme de Leclerc.

Le 6 août 1940, envoyé en AEF, avec **Claude Hettier de Boislambert** et **René Plevin**, par le général de Gaulle, il quitte l'Angleterre pour le Cameroun. Il a pour mission de ramener le territoire dans la guerre et, le 27 août 1940, à Douala où il a débarqué la veille en pirogue avec 22 hommes, il reçoit le ralliement du territoire à la France libre et en est nommé ensuite Commissaire général ; en novembre 1940, il rallie le territoire du Gabon à la France libre puis, promu lieutenant-colonel, est désigné comme commandant militaire du Tchad.

De Fort-Lamy (Tchad), il lance avec la Colonne Leclerc, dès le 25 janvier 1941, à travers 650 kilomètres de désert, une opération contre le fort italien de Koufra qu'il conquiert le 1er mars. Le lendemain, il proclame : « Jurons de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la Cathédrale de Strasbourg », c'est le Serment de Koufra.

Le 6 mars 1941, il est nommé Compagnon de la Libération par le général de Gaulle. En août, il mène contre les Italiens une campagne de harcèlement et lance du 2 février au 14 mars 1942, une expédition victorieuse sur le sud du Fezzan. Alors que Rommel avance sur l'Egypte, différentes patrouilles sont organisées au nord et à l'est du Tibesti. Les conditions de vie sont extrêmes, en plus de la chaleur, s'ajoutent les distances qui se chiffrent en milliers de kilomètres, le tout s'opérant loin de toute base logistique.

A la mi-décembre 1942, Leclerc entreprend la conquête du Fezzan avec plus de 3 000 hommes formant la "Force L". Le succès est total. Le 24 janvier 1943, la jonction est opérée avec les troupes britanniques. La "Force L" s'installe alors en Tunisie pour protéger le flanc de la VIIIème Armée britannique, elle entre dans Kairouan le 12 avril et défile le 8 mai 1943 dans Tunis libéré, ce qui vaut à Leclerc d'être présenté par Montgomery au roi **George VI**. Le 15 mai 1943, la Force L devient la 2e Division française libre (2e DFL).

En avril 1944, elle est transférée en Angleterre. Leclerc passe sous le commandement du général Patton et débarque en Normandie, près de Saint-Martin-de-Varreville le 1er août 1944. Leclerc dirige ses troupes pendant les difficiles combats de Normandie : Alençon, la Forêt d'Ecouves, Ecouché, Carrouges, Argentan.

Le 18 août, l'ennemi est partout en déroute. Mais Leclerc ne parvient pas à obtenir l'ordre de marcher sur **Paris**. Ce n'est que le 22 août que, l'autorisation lui ayant enfin été accordée, il fait mettre la 2e DB en mouvement. Le 25 août 1944, il entre dans la capitale par la Porte d'Orléans debout dans son scout-car, reçoit la reddition du général Von Choltitz et installe son P.C. dans la gare Montparnasse.

Dès le début de septembre, il reprend sa route vers l'Est et après avoir forcé les Vosges, fait hisser le drapeau français à Croix de Lorraine sur la flèche de la Cathédrale de Strasbourg, le 23 novembre 1944.

Il nettoie l'Alsace et la Lorraine, participe à la réduction de la poche de Colmar et, fin avril 1945, ayant atteint la Bavière, reçoit comme objectif le nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden. Aussitôt après la capitulation allemande, Philippe Leclerc est désigné pour commander le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Le 22 juin 1945, la 2e DB est rassemblée dans la Forêt de Fontainebleau pour recevoir l'adieu de son chef.

Leclerc quitte la France le 18 août 1945 et signe, le 2 septembre, pour la France, l'acte de la capitulation du Japon. Il parvient à Saigon le 5 octobre 1945 ; il pacifie en trois mois le Cambodge et la Cochinchine et débarque en mars 1946 au Tonkin : le 15 juin, ses troupes sont à la frontière chinoise.

Le 12 avril 1947, il est nommé inspecteur des Forces terrestres, maritimes et aériennes de l'Afrique du Nord puis membre du conseil supérieur de la Défense. Au cours d'une mission, le 28 novembre 1947, son avion s'écrase près de Colomb-Béchar en Algérie. Il est inhumé dans la crypte des Invalides. Le titre suprême de Maréchal de France lui est conféré à titre posthume.



Vareuse et galons du colonel Leclerc

Cette vareuse est celle que Leclerc portait lors du ralliement du Cameroun en août 1940. En 1942, Leclerc donne à son adjoint, le colonel François Ingold, ses galons de colonel lorsqu'il choisit de porter ses étoiles de général, un an après avoir été promu.





En lien avec le chapitre
sur la décolonisation.

FÉLIX ÉBOUÉ

1884 - 1944

Compagnon de la Libération



Félix Éboué est né le 26 décembre 1884 à Cayenne (Guyane française). Son père était orpailleur et sa mère tenait une épicerie à Cayenne. En 1901, boursier, il entre au lycée Montaigne de Bordeaux. Passionné par l'Afrique, il entre à l'Ecole coloniale de Paris en 1906. Deux ans plus tard il est nommé élève administrateur des colonies et désigné, à sa demande, pour servir en Afrique équatoriale française. Il demande à être affecté en Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine). Marié en Guyane en 1922 avec Eugénie Tell, il est à la même époque initié à la franc-maçonnerie. En 1928, il adhère à la ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. Progressiste, Félix Éboué se dépense sans compter durant les vingt

années qu'il passe en Oubangui, aidant au développement des cultures et à la construction de routes et d'écoles. Il écrit parallèlement plusieurs ouvrages sur le langage et les peuples d'Oubangui. En 1930 il est promu au grade d'administrateur en chef. Il participe, en 1931, au congrès international d'ethnographie réuni à Paris à l'occasion de l'exposition coloniale.

En janvier 1932, Paul Reynaud ministre des Colonies le nomme secrétaire général auprès du gouvernement de la Martinique. En avril 1934, il est affecté au Soudan français en tant que gouverneur intérimaire. A la demande de Maurice Viollette, ministre des Colonies du gouvernement Blum, Félix Éboué accepte le poste de secrétaire général de la Guadeloupe où il est nommé aussitôt gouverneur intérimaire. En juillet 1938 il est nommé gouverneur de 2e classe au Tchad. Il lance des grands travaux de construction d'infrastructures, en prévision d'une guerre qui apparaît de plus en plus inévitable.

L'effondrement de juin 1940 et l'occupation de Paris stupéfient le gouverneur Éboué qui câble, dès le 29 juin, au gouverneur général Boisson sa détermination à maintenir le Tchad dans la guerre. Félix Éboué dont les convictions humanistes et républicaines sont aux antipodes des valeurs du gouvernement Pétain prend contact avec le général **de Gaulle** dès le début du mois de juillet. Le 26 août 1940 le Tchad rallie officiellement la France libre par décision unanime du gouverneur Éboué et du commandant militaire donnant un exemple immédiatement suivi par la quasi-totalité des territoires de l'AEF (Congo - Oubangui-Chari) et du Cameroun. Au début du mois d'octobre 1940 le général de Gaulle se rend à Fort-Lamy où il rencontre Félix Éboué qu'il nomme membre du Conseil de Défense de l'Empire et, le 12 novembre 1940, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française.

En janvier 1941 il est décoré de la **Croix de la Libération** et nommé membre du **Conseil de l'Ordre de la Libération**. A la même époque, il commence à définir les grandes lignes d'une nouvelle politique indigène en AEF qui devra s'appuyer sur les élites locales, maintenir et développer les structures sociales déjà existantes et améliorer les conditions de travail tout en favorisant le développement économique. Du 30 janvier au 8 février 1944, il participe activement à la conférence de Brazzaville sur la question coloniale ouverte par le général de Gaulle et au cours de laquelle il voit dans leur ensemble ses théories reprises et adoptées. Il décède le 17 mai 1944. Le 20 mai 1949, il est inhumé au Panthéon.



Ceinture écharpe du gouverneur Félix Éboué.



LA 13^{EME} DEMI-BRIGADE DE LEGION ETRANGERE

Compagnon de la Libération



La 13^e demi-brigade de Légion étrangère (13^e DBLE) est créée en février 1940 à Sidi-Bel-Abbès en Algérie, à partir de volontaires et des régiments stationnés au Maroc. Elle opère en Norvège contre les Allemands avec le corps expéditionnaire français du général Béthouart.

L'invasion de la France par l'Allemagne fait qu'elle est rapatriée vers Brest à la mi-juin puis rapidement repliée en Grande-Bretagne où, le 29 juin 1940, le colonel Magrin-Vernerey et un millier de ses hommes choisissent de rallier le général de Gaulle et la France libre. Ces volontaires forment alors la 14^e demi-brigade de marche de la Légion étrangère (14^e DBMLE) qui part le 31 août 1940 pour l'expédition de Dakar visant à faire revenir l'AOF dans la guerre. Après l'échec de Dakar fin septembre 1940, la 14^e DBMLE débarque en Afrique équatoriale française et participe au ralliement du Gabon en novembre 1940. Début 1941 elle reprend son ancienne appellation de 13^e DBLE. Elle participe aux combats en Érythrée contre les forces italiennes.

Après avoir gagné Qastina, en Palestine, où se regroupe la majeure partie des troupes terrestres des Forces françaises libres (FFL), la 13^e DBLE participe à la fratricide campagne de Syrie en juin 1941 contre les troupes de Vichy.

À la mi-février 1942, des légionnaires s'installent à Bir-Hakeim avec les autres unités de la 1^{ère} brigade, avec pour mission de contenir l'avance des troupes du général Rommel qui menace la 8^e armée britannique. Du 27 mai au 10 juin, la « 13 », subit les violentes attaques des troupes de Rommel, leur résistance permet au commandement britannique de se réorganiser.

À peine remise de ses blessures, la Légion est engagée le 23 octobre 1942, avec la 1^{ère} Brigade, pour soulager l'attaque principale des forces alliées qui se déroule à El Alamein en Egypte. Là, elle parvient à immobiliser deux divisions blindées mais perd son chef prestigieux, Dimitri Amilakvari, mortellement blessé. Poursuivant son périple par Tobrouk, la légion, rejoint la Tunisie. En avril 1944, elle débarque en Italie puis le 16 août 1944, elle débarque en Provence avec l'armée B du général de Lattre de Tassigny et prend part à la prise de Toulon et à la libération d'Hyères, Avignon, Lyon, Autun, Dijon, Besançon.

Les combats continuent dans les Vosges, souvent au corps à corps et la « 13 » y joue un rôle décisif. Début 1945, l'unité, constituée désormais de trois bataillons grâce notamment à des renforts ukrainiens, participe dans des conditions climatiques extrêmes à la protection de Strasbourg, puis à la libération de Colmar. Elle est décorée une semaine plus tard de la croix de la Libération par le général de Gaulle. La guerre n'est pas terminée pour autant et la « 13 » en avril et mai, prend part aux durs combats dans le sud des Alpes.

Partis d'Afrique du Nord en 1940, les légionnaires de la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère ont participé à toutes les campagnes depuis la Norvège jusqu'à l'Italie, soit un parcours de 90 000 kilomètres. En septembre 1946, la 13^e DBLE reçoit la fourragère aux couleurs de la médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945. Par ailleurs, à titre individuel, la « 13 » a compté dans ses rangs 98 Compagnons de la Libération.

Fanion du 1^{er} bataillon de la 14^e demi-brigade de marche de la Légion étrangère.





DIMITRI AMILAKVARI

1906 - 1942

Compagnon de la Libération



Issu de la maison Zedguinidzé, avec la charge de grand écuyer de la Couronne de Géorgie, le Prince Dimitri Amilakvari est né le 12 novembre 1906 à Gori en Géorgie.

Il est, avec sa famille, contraint à l'exil par l'entrée de l'Armée rouge en Géorgie en 1921.

Il est admis à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1924. Il est alors affecté à la Légion étrangère, puis au 1er Régiment étranger (1er RE) à Sidi-Bel-Abbès. En 1929, il passe au 4e Etranger, dans la région de Marrakech. Il est promu capitaine en janvier 1937.

Le 20 février 1940, le capitaine Amilakvari est affecté au 2e Bataillon du Groupement de haute montagne, quelques semaines avant de

recevoir la nationalité française.

Pendant la campagne de France, il prend part avec la 13e Demi-brigade de Légion étrangère (13e DBLE) aux opérations du corps expéditionnaire en Norvège ; en Norvège, il confirme sa valeur au combat par trois nouvelles citations et la croix de chevalier de la Légion d'Honneur.

De retour en Bretagne le 16 juin 1940 avec le corps expéditionnaire et devant l'impossibilité de reprendre le combat sur le sol français, il s'embarque le 19 juin de Saint-Jacut de la Mer avec quelques officiers de la "13", dont son chef, le colonel Magrin-Vernerey. A Jersey, la petite troupe est prise en charge par un cargo et parvient en Angleterre le 21 juin 1940.

De Londres, il part le 31 août 1940 pour Dakar dans le cadre de l'opération "Menace" visant au ralliement de l'AOF à la France libre. Après l'échec devant Dakar, il refuse de participer à la prise du Gabon pour ne pas avoir à tirer sur des Français.

Après le ralliement du Gabon en novembre 1940, il rejoint l'Erythrée via le Cameroun. Au sein de la Brigade d'Orient, il commande la compagnie d'accompagnement (CAB1) du 1er Bataillon de Légion étrangère qui prend une part active à la victoire de Keren le 27 mars 1941 puis à la prise de Massawa le 8 avril.

Dimitri Amilakvari participe ensuite à la campagne de Syrie en juin 1941 au cours de laquelle il est nommé chef de bataillon. Le 25 septembre 1941, il est promu lieutenant-colonel après avoir reçu, le 16 septembre, le commandement de la 13e DBLE. Le 19 octobre 1941, à Homs en Syrie, il reçoit des mains du général Catroux le drapeau de la "13".

Au début de 1942, commence la campagne de Libye. Du 26 mai au 11 juin 1942, à Bir-Hakeim, il est l'adjoint du général Koenig, commandant la 1ère Brigade française libre, et ne cesse de se porter volontairement dans les endroits les plus exposés pour renseigner le commandement et redresser la situation.

La Croix de la Libération lui est remise par le général de Gaulle au camp de El Tahag (Egypte) le 10 août 1942.

Sept semaines plus tard, au moment de la bataille d'El Alamein, en Egypte, le lieutenant-colonel Amilakvari se trouve à la tête de sa demi-brigade réduite à deux bataillons.

Lors de la bataille il est frappé à la tête par un éclat d'obus et tombe au milieu de ses hommes. Dimitri Amilakvari, figure mythique de la Légion étrangère, est inhumé à El Alamein.



Vareuse du lieutenant-colonel Dimitri Amilakvari.





GUSTAVO CAMERINI

1907-2001

Compagnon de la Libération

Alias : Clarence



De nationalité italienne, Gustavo Camerini est né le 1^{er} septembre 1907 à Alexandrie en Egypte dans une famille juive. Après son service militaire en 1929 en Italie, il poursuit des études de droit et devient avocat. Frappé par les lois raciales proclamées par Mussolini, il quitte l'Italie fasciste en 1938 pour s'installer à Paris. A la déclaration de guerre de septembre 1939, il décide immédiatement de s'engager pour la durée de la guerre, il est affecté à la Légion Etrangère.

Affecté le 10 avril 1940 à la 13^{ème} Demi-Brigade de Légion Etrangère (13^{ème} DBLE), il embarque avec son unité et le corps Expéditionnaire Français à Brest le 15 avril à destination de la Norvège. Après un mois d'opérations en Norvège, il repart pour la France et débarque à Brest le 10 juin.

Evacué sur l'Angleterre quatre jours plus tard avec l'ensemble du Corps Expéditionnaire, il s'engage dans les Forces Françaises Libres le 18 juin 1940, sous le nom de Clarence. Restant affecté à la 13^{ème} DBLE, au 1^{er} Bataillon, Gustavo Camerini participe à l'expédition de Dakar en septembre 1940.

Promu lieutenant le 25 février 1941, chef de section, il prend part à la campagne d'Erythrée au cours de laquelle il affronte ses compatriotes ; il est blessé par balle à Massaua le 8 avril 1941. Il combat ensuite en Syrie en juin 1941 puis en Libye. Il se distingue particulièrement lors du siège de Bir-Hakeim, le 27 mai 1942, lorsqu'il exécute avec calme et sang-froid plusieurs missions sous le feu.

Gustavo Camerini est ensuite officier de liaison auprès du général Koenig pendant la bataille d'El Alamein en octobre 1942. Le 11 mai 1943, au Djebel Garci, en Tunisie, il s'empare d'un point important. Il fait subir à l'ennemi des pertes sévères et ramène dans ses lignes 15 prisonniers.

Il participe ensuite à la campagne d'Italie au cours de laquelle il est blessé, dès le 8 mai 1944, à Pontecorvo, par un éclat d'obus au mollet gauche. Il est blessé une nouvelle fois à par un éclat d'obus à la tête, le 2 juin 1944. Ses blessures ne l'empêchent pas de s'emparer, quinze jours plus tard, à la tête de son unité, d'une position clef devant le même village de Radicofani.

Promu capitaine, Gustavo Camerini est détaché en juillet 1944 auprès de l'Ambassade de France à Rome, qu'il quittera pour Paris le 12 octobre 1945 pour démobilisation.

De retour en Italie, il reprend sa profession d'avocat en droit international et sera avocat à la Cour d'appel de Milan et avocat à la Cour Suprême de cassation. Il sera aussi avocat-conseil du Consulat Général de France à Milan et Conseil de plusieurs organisations françaises en Italie.

Gustavo Camerini est décédé le 26 septembre 2001 à Varese en Italie. Les obsèques se sont déroulées à Varese.

Casque anglais de Gustavo Camerini portant l'insigne tricolore.



visible au musée



JACQUES RENARD

1902 - 1980

Compagnon de la Libération



Jacques Renard, de son vrai nom Jacob Kramer, est né le 21 juillet 1902 à Magdebourg (Allemagne). De nationalité allemande, il s'engage en 1920 dans la Légion étrangère et sert au 4^e Régiment étranger. Il est blessé par balle le 5 février 1922 lors des combats de pacification du Maroc.

Naturalisé français en 1931, l'adjudant Renard est ensuite en poste en Algérie de nouveau au 1^{er} Régiment Etranger. Promu adjudant-chef, il demeure au Maroc jusqu'à sa nomination au grade de sous-lieutenant en mars 1938. Affecté alors au 4^e Régiment Etranger jusqu'à la déclaration de guerre de septembre 1939, il rejoint en mars 1940 les rangs de la Brigade de marche de type montagne destinée aux opérations en Scandinavie. Le lieutenant Renard combat en Norvège en mai et juin 1940 avant d'être rapatrié en Angleterre avec l'ensemble du corps expéditionnaire français du général Béthouart.

Refusant l'armistice il rallie immédiatement le général **de Gaulle** et se voit chargé du commandement de la 1^{ère} Compagnie de transmissions des Forces françaises libres. Embarqué à Liverpool fin août 1940, il prend part à l'opération de Dakar puis à la campagne pour le ralliement du Gabon à la France libre en novembre 1940.

Jacques Renard prend part ensuite à la campagne d'Erythrée contre les Italiens en février et mars 1941 avant de rejoindre la Palestine et de combattre en Syrie en juin 1941. Capitaine en septembre 1941, il prend le commandement du 1^{er} Bataillon de transmissions FFL à Damas.

Il participe aux opérations de Libye au printemps 1942. Au cours des combats de Bir-Hakeim (27 mai - 11 juin 1942), il veille au bon fonctionnement des transmissions, constamment détruites par le feu de l'ennemi. Blessé par éclat d'obus à la cuisse droite le 9 juin, il est de nouveau atteint par des éclats de mine à la face et aux yeux au cours de la sortie de vive force de Bir-Hakeim, dans la nuit du 10 au 11 juin 1942.

Amputé d'une jambe, Jacques Renard est nommé, à sa sortie de l'hôpital en février 1943, chef des transmissions de Syrie. Début 1944 il est muté aux services extérieurs et, en juin, rejoint Alger puis la Corse en décembre comme chef des services spéciaux de l'île. Chef de bataillon en mars 1945, il sert ensuite dans les transmissions en Allemagne jusqu'en 1950.

Lieutenant-colonel en juillet 1952, il termine sa carrière à Marseille comme inspecteur technique des matériels de transmissions de la 9^e Région militaire. Colonel de réserve en juillet 1958, il se retire à Marseille. Jacques Renard est décédé le 19 mars 1980 à Nice où il est inhumé.

Sifflet à roulette et béret de capitaine de la 13^e DBLE de Jacques Renard.





LE BATAILLON DE MARCHÉ N°2

Compagnon de la Libération



Le 29 août 1940, sous l'impulsion du gouverneur Pierre de Saint-Mart, l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine) se rallie à la France libre. Quelques semaines plus tard, le 1er novembre 1940, est créé, à Bangui, le 2e Bataillon de marche de l'Afrique équatoriale française.

Placés sous les ordres du commandant de Roux, 25 officiers, 115 sous-officiers et plus de 800 hommes de troupe africains constituent cette formation. Le Bataillon, communément appelé BM2, est composé de trois compagnies de voltigeurs, respectivement commandées par le capitaine Amiel, le lieutenant Hautefeuille et le lieutenant Féraud, d'une compagnie lourde commandée par le capitaine de Bricourt et du groupe franc du lieutenant Pierre-Louis Bourgoïn.

Début janvier 1941, le BM2, après avoir reçu son fanion, quitte Bangui pour rejoindre Brazzaville, au Congo, où il reçoit de nouvelles recrues. Le 26 mai 1941, le Bataillon est passé en revue par le général de Gaulle à Qastina en Palestine où se regroupent la majeure partie des forces terrestres de la France libre. Le BM2 reçoit le baptême du feu lors de la campagne de Syrie. Il est engagé notamment lors de la prise de Damas le 21 juin 1941 puis lors des combats de Nebek le 30 juin. Début août, après avoir accueilli quelques volontaires du Levant, le Bataillon fait mouvement sur Alep.

Fin novembre, le BM 2 quitte Alep pour Tartous et prend part aux manœuvres organisées par le général Koenig commandant de la 1ère Brigade française libre (1ère BFL), avant de partir, avec elle, pour l'Egypte puis pour la Libye. Au mois de février 1942, le Bataillon, avec la 1ère BFL, se dirige vers Bir-Hakeim, dans le désert de Libye. L'unité tient bon et sort en arrière garde de la position dans la nuit du 10 au 11 juin 1942. A la suite des quinze jours de siège et de la sortie de Bir-Hakeim, le BM2 compte plus de 200 tués ou disparus et de nombreux blessés. Transféré au Liban en juillet 1942, le Bataillon reçoit la croix de la Libération que le général de Gaulle épingle sur son fanion le 29 août 1942 à Beyrouth, le lendemain de la mort accidentelle de son ancien chef, le lieutenant-colonel de Roux.

Après une pénible période d'attente et malgré son désir de prendre part au combat, il ne parvient en France, à Marseille, qu'en janvier 1945. Immédiatement affecté sur le front de l'Atlantique commandé par le général de Larminat, il prend position aux avant-postes de Royan et mène d'abord de nombreuses patrouilles en février et mars. Il compte pour les combats de libération de Royan 23 tués et 84 blessés. Transporté sur le front de La Rochelle le 30 avril, le Bataillon participe aux dernières opérations de nettoyage jusqu'à la capitulation allemande.

Le 18 juin 1945, à Paris, un détachement du BM2 a l'honneur de défiler sous l'Arc de Triomphe. Rapidement, les réservistes quittent le bataillon avant le rapatriement des Africains à partir de septembre 1945 alors que les cadres rejoignent diverses affectations. Le Bataillon de marche n° 2 est officiellement dissout le 1er novembre 1945. Durant tous les combats auxquels il a pris part, il aura perdu 473 des siens, 167 tués et 306 blessés. 20 compagnons de la Libération sont issus de ses rangs.

Fourragère du fanion du Bataillon de marche de l'Oubangui-Chari





GEORGES KOUDOUKOU

1894-1942

Compagnon de La Libération



Georges Koudoukou est né en 1894 à Fort Crampel (actuellement Kaga-Bandoro en République centrafricaine).

Cultivateur de profession, il s'engage pour la durée de la guerre, en janvier 1916, au Bataillon n°3 de l'AEF.

En 1919, il s'engage à nouveau pour trois ans ; promu caporal en avril 1920, il passe au Bataillon n°2 de l'AEF. Affecté à la 9e Compagnie du 16e Régiment de Tirailleurs sénégalais (16e RTS), il prend part comme sergent aux opérations du Maroc en 1925.

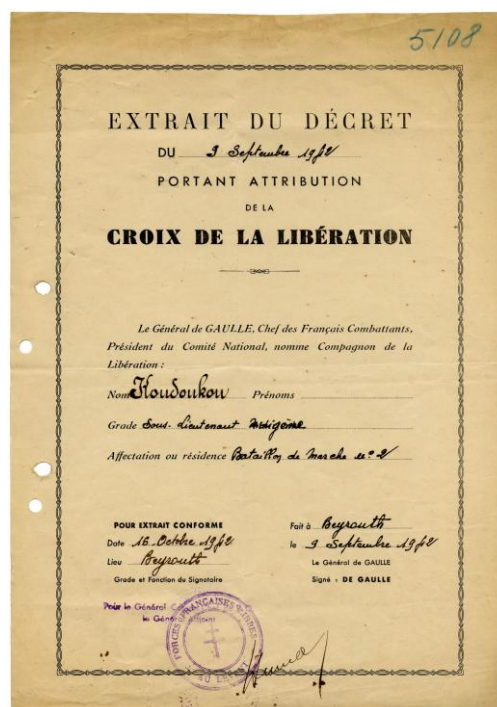
Muté ensuite au 12e RTS, Georges Koudoukou séjourne en métropole, à La Rochelle, de 1929 à 1931, avant d'être affecté au Bataillon de Tirailleurs de l'Oubangui-Chari à Bangui. Promu adjudant-chef en 1934, il remplit de façon ininterrompue, de 1937 à 1940, les fonctions d'adjudant de compagnie à la 1ère Compagnie du Bataillon de Tirailleurs de l'Oubangui-Chari au camp de Kassai.

Le 28 août 1940 à Bangui, il se rallie à la France libre entraînant derrière lui la troupe « indigène » de la garnison. Affecté à la 7e Compagnie du Bataillon de Marche n°2 (BM 2) dès la formation de cette unité au camp de Kassai à la fin de 1940, il quitte Bangui avec le BM 2 le 4 janvier 1941 pour le front du Moyen-Orient. Il prend part à la campagne de Syrie et aux opérations de police dans l'Euphrate avec sa compagnie, du 7 juin à la mi-novembre 1941. Promu au grade de sous-lieutenant le 27 décembre 1941, nommé adjoint au commandant du BM 2, il devient le premier officier centrafricain.

Il participe ensuite à la campagne d'Egypte et de Cyrénaïque à partir du 4 janvier 1942 et combat sur la position de Bir-Hakeim du 27 mai au 10 juin 1942, date à laquelle il est grièvement blessé par éclat d'obus au P.C. du BM 2. Amputé d'une jambe sur place par le Dr Mayolle, il est évacué de Bir-Hakeim lors de la sortie de vive force dans la nuit du 10 au 11 juin.

Quelques jours plus tard, vraisemblablement le 15 juin 1942, le sous-lieutenant Koudoukou décède des suites de ses blessures dans un hôpital d'Alexandrie.

Extrait de décret portant attribution de la croix de la Libération au sous-lieutenant Koudoukou





LEON BOUVIER

1923 - 2005

Compagnon de la Libération



Léon Bouvier est né le 28 septembre 1923 à Vienne en Autriche, de parents polonais.

Il entre au lycée Michelet à Vanves comme pensionnaire de l'état français. A l'été 1939, il apprend le décès de sa mère et rejoint son père à Varsovie où il assiste à l'invasion allemande et au bombardement de la ville.

Il quitte alors Varsovie et, après un long périple, se réfugie à Lvov, en territoire annexé par l'armée soviétique en vertu du pacte germano-soviétique. Sans moyens et ne parlant pas le russe, il passe le rude hiver 39/40 en vendant des journaux soviétiques dans la rue.

Au printemps 1940, grâce à l'intervention du Consulat de France à Moscou, il obtient des papiers lui permettant de quitter la zone soviétique. Il part alors vers la Roumanie. Après l'armistice de 40 il décide de ne pas rentrer en France mais de rejoindre par ses propres moyens les unités combattantes de la France libre en voie de constitution au Proche-Orient.

Après un long voyage qui le mène, avec l'aide des autorités diplomatiques britanniques, à Istanbul puis à Haïfa, il arrive enfin à Ismaïlia, en Egypte, où il s'engage dans la France libre, au 1er Bataillon d'infanterie de marine (1er BIM). Il a alors 16 ans et cache ses papiers pour prétendre qu'il en a 18. Il est envoyé au front comme chauffeur en Libye. De retour en Egypte, il est placé sous les ordres du commandant Pierre de Chevigné. Ce dernier, devinant l'âge de Léon Bouvier, refuse de l'emmener en Erythrée et l'envoie, dans l'hiver 1940-1941, au lycée français du Caire pour passer le baccalauréat. Jeune bachelier, Léon Bouvier rejoint les Forces françaises libres au printemps 1941 et prend part à la campagne de Syrie.

Affecté au Bataillon du Pacifique (BP 1) en septembre 1941, il est d'abord secrétaire à l'Etat-major divisionnaire mais demande bientôt une affectation plus active et est alors versé comme chauffeur à la 101e Compagnie auto en décembre suivant.

Parti pour la Libye avec la 1ère Brigade du général Koenig, le soldat de 2e classe Bouvier est engagé dans les convois de ravitaillement nocturne en munitions des forces françaises assiégées à Bir-Hakeim. Le 8 juin 1942 lors d'un convoi, alors qu'il se précipite pour éteindre l'incendie de son camion provoqué par le bombardement d'un avion allemand, il est grièvement blessé et est amputé du bras droit sur le champ de bataille.

Après un long périple de rapatriement via Le Caire et Alexandrie, il effectue sa convalescence au Liban, où il est fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle.

Il embarque à Damas pour l'Angleterre en 1942 et est affecté comme caporal au Commissariat national à la Guerre. En 1944 il participe à la campagne de France comme attaché au colonel de Chevigné ; il assiste à la libération de Paris, Metz puis Strasbourg avant d'être détaché en février 1945 au ministère des Affaires étrangères.

Promu lieutenant, il est démobilisé en janvier 1946 et part effectuer des études à Montréal. Il entame une longue carrière diplomatique qui le conduira à représenter la France dans de nombreux pays.

Il était membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur depuis 1992 et membre du Conseil de l'Ordre de la Libération depuis 1995.

Léon Bouvier est décédé le 23 juillet 2005 à Paris. Il est inhumé au cimetière de Montrouge.



*Soldier's Service and Pay-Book de
Léon Bouvier*





VICTOR MIRKIN

1909-1944

Compagnon de la Libération



Victor Mirkin est né le 19 décembre 1909 à Dnipro en Ukraine (alors Ekaterinoslav en Russie). Emigré en France avec sa famille en raison de la révolution bolchevique, il obtient, sa licence en droit. Elève officier de réserve à Saint-Cyr en septembre 1931, il exerce, après son service militaire, pendant quelque temps en France comme avocat. Puis il se rend en Grande-Bretagne où il passe avec succès les examens de droit britannique avant de se fait admettre au barreau de Londres.

En 1937, il choisit de vivre en Palestine et c'est à Haïfa, où il est co-directeur des colonies agricoles du Baron de Rothschild, que la guerre le surprend. Mobilisé en Syrie comme lieutenant de réserve, il sert à l'Etat-major des troupes du territoire de l'Euphrate et est démobilisé en juillet 1940. Il retourne alors en Palestine. Il rejoint, les Forces françaises libres en Palestine en octobre 1940 et est affecté au 1er Bataillon d'infanterie de marine (1er BIM).

En janvier 1941, il combat en Libye. Promu capitaine, il prend part ensuite à la campagne de Syrie où, le 17 juin 1941, il est blessé par des éclats d'obus devant Damas.

Affecté à la 2e Brigade française libre en janvier 1942, il prend part à la campagne de Libye.

En octobre 1942, il participe aux combats d'El Alamein en Egypte. Il participe à la campagne d'Italie à partir d'avril 1944. Après le débarquement en Provence, il prend part, le 23 août 1944, à la libération de Toulon et réussit l'exploit, avec l'appui de deux blindés seulement, d'obtenir la capitulation de 800 Allemands dont 17 officiers dans le quartier de Saint-Jean-du-Var. Promu chef de bataillon, il est affecté à la Compagnie du Q.G. puis nommé chef d'Etat-major de la 4e Brigade de la 1ère Division française libre pendant la campagne de France.

Le 20 novembre 1944, jour de la mort du général Brosset, Victor Mirkin est blessé par l'éclatement d'une mine devant Ronchamp en Haute-Saône. Quatre jours plus tard, le 24 novembre, alors qu'il entraîne à l'attaque du village de Grosmagny (Territoire de Belfort) une compagnie d'assaut, il est tué d'une balle dans la tête. Il a été inhumé dans la Nécropole nationale de Rougemont dans le Doubs, aux côtés de son chef Diego Brosset.



©Jacques Duprey

SIMONE BUTERNE

1904- ?

Médaillée de la Résistance avec rosette



Simone Buterne est née en 1904 à Tournai en Belgique. Infirmière des FFL dès fin 1940, elle fait toutes les campagnes de Dakar jusqu'à Bir-Hakeim avant de servir à Alger. Membre du service sanitaire du médecin Guy Chauliac à bord d'ambulances, la « grande Simone » est proche du combat et soignera sans relâche, au sein de la 1ère DFL, les blessés sur sa route. Elle dira qu'elle a vu « que de sang, trop de sang ».

Après 1942, Simone Buterne sera chargée de tenir des hôpitaux-maisons de convalescence en Syrie, puis en Algérie. La « grande Simone » reviendra en France après la libération de Paris. Elle sera décorée, entre autres, de la légion d'Honneur et de la Croix de guerre 39/45 et de la médaille de la Résistance avec rosette.

Uniforme de la lieutenant Simone Renard (née Buterne).



visible au musée



Photographie du Corps des Volontaires françaises lors du défilé du 14 juillet 1941 à Londres.

LE CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES

À partir de juin 1940, des Françaises de toutes origines, se trouvant déjà en Angleterre ou venant de métropole et d'outremer, parfois avec leurs enfants, s'engagent dans la France libre. Elles travaillent dans les services civils comme secrétaire, chauffeur ou standardiste.

En novembre 1940, la France libre innove en créant le Corps féminin des volontaires françaises permettant à celles que l'on a surnommé « les demoiselles de Gaulle »

d'avoir un statut militaire, à l'image de l'Auxiliary Territorial Service (ATS) britannique. Signant, comme les hommes, un engagement pour la durée de la guerre plus trois mois, les volontaires répondent aux mêmes conditions d'admission (nationalité, âge, aptitude physique) et portent l'uniforme. Elles vivent en caserne à Hill Street puis à Moncorvo House à Londres et suivent une formation de six semaines avant de rejoindre leur unité d'affectation. Commandées par la championne de tennis Simonne Mathieu puis par Hélène Terré, elles ne servent néanmoins pas dans les unités combattantes. Au total, environ 1 800 femmes ont servi à titre civil ou militaire dans la France libre.

DIASSO KAL BOUTIÉ

1918 – 1940

Il naît à Kayoro en Haute-Volta qui deviendra le Burkina Faso (Pays des Hommes Intègres) en 1960, alors une colonie française depuis 1904, membre de l'AOF (Afrique Occidentale Française).

Durant la Première Guerre mondiale, les habitants sont incorporés dans les « tirailleurs sénégalais ». Ces recrutements forcés ont provoqué des mouvements insurrectionnels un peu partout en Afrique occidentale, que ce soit au Sénégal, en Guinée, ou au Mali dans la région de Beledougou, dans le pays bobo, dans le pays marka, au Burkina Faso.

Diasso Kal Boutié a 20 ans en 1938, il est incorporé.

Les leçons ont été tirées de la Première Guerre, les conditions offertes sont meilleures : solde augmentée, primes, décorations et citoyenneté française à l'issue de l'engagement.

Les tirailleurs sénégalais ont gagné leurs galons durant la guerre de 14-18. Diasso rejoint le 6e Bataillon de Tirailleurs Sénégalais, basé en Afrique. Puis il est transféré au 16e Régiment. Il quitte l'Afrique pour la métropole, il est stationné à Montauban.

Le 16e RTS monte sur la Somme se battre, il attend durant tout l'hiver, c'est la « drôle de guerre ». Le 10 mai 1940, l'Allemagne déclenche son attaque et les tirailleurs ont pour mission de tenir la position d'Aubigny, à l'est d'Amiens. Les combats du 27 et du 28 mai sont terribles. Diasso Kal Boutié tombe le 28, à Fouillois (Somme), mort pour la France à 22 ans.

Diasso Kal Boutié repose dans le caveau numéro 1 de la crypte du Mont Valérien.

MABOULKEDE

1921 – 1944

24^e bataillon de marche de la 1^{ère} division française libre

Maboulkede, jeune Tchadien, est incorporé dans ses rangs en 1943. C'est un appelé, pas un engagé, mais il combat comme les autres.

Appelé pour 3 ans et incorporé à la 12e compagnie du régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad (RTST) en février 1941. Affecté au groupement de Garoua (Cameroun) du bataillon de marche n°8 (BM 8) en juin 1942. Affecté au Bataillon de Marche n°24 (BM 24) en juin 1943. Sous les ordres du commandant Sabron, participe avec le BM 24 aux combats de 1944 contre les Allemands en Italie, au Garigliano, à Girofano et à Monte Calvo en mai, puis à Castel Giorgio et Radicofani en juin.

Maboulkede ne connaît pas la France. Il y passe ses six derniers jours : le 16 août 1944, il débarque à Cavalaire dans le cadre du débarquement en Provence. Le 22 août, il tombe dans les combats pour libérer Toulon.

Tombé loin de chez lui, il est le symbole de ces hommes qui sont venus d'Afrique, dans une guerre qui n'était pas la leur.

Maboulkede repose dans le caveau n°4 de la crypte du Mont-Valérien.



DOMINIQUE KOSSEYO

1919 - 1994

Compagnon de la Libération



De nationalité centrafricaine, Dominique Kosseyo est né vraisemblablement en 1919, à Kanago, dans le district de Bria en République centrafricaine (alors Oubangui-Chari), de parents cultivateurs.

Incorporé à Bria, pour trois ans, à la 3ème Compagnie du Bataillon de Tirailleurs de l'Oubangui en mai 1938, il est muté le mois suivant à la 1ère Compagnie ; le 2 septembre 1939, il passe à la 4ème Compagnie Mixte de Dépôt puis il est affecté

au Détachement de Renfort n° 2 pour la métropole, il embarque à Bangui le 11 mars 1940 et débarque à Brazzaville quelques jours plus tard.

Affecté au Dépôt de Guerre du Moyen-Congo, il passe à la 2ème Compagnie de Marche le 26 juin 1940. Tirailleur de 2ème classe, il passe à la France Libre le 29 août 1940, date de ralliement du Moyen-Congo, et est affecté au Bataillon de Marche n° 1, dès sa formation en septembre 1940.

Il prend part à la campagne du Gabon où, le 25 octobre 1940, devant Lambaréné, il est blessé par balle. Hospitalisé, il est, à sa sortie de l'Hôpital, affecté à la 2ème Compagnie du Bataillon du Pool de Brazzaville.

Le 14 juillet 1941, il reçoit la croix de la Libération des mains du général de Gaulle, à Brazzaville.

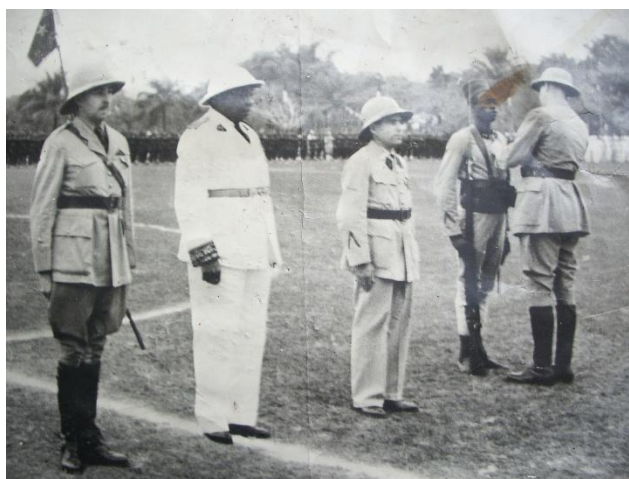
Le 1er septembre 1941, il passe au Dépôt de Guerre du Moyen-Congo puis, le 28 avril 1942, à la 10ème Cie du Régiment de Tirailleurs du Cameroun. Le 1er janvier 1943, la 10ème Compagnie devient la 2ème Compagnie du Bataillon de Marche n° 9 qui est envoyé à Djibouti où il débarque en avril 1943. Là, Dominique Kosseyo est à nouveau blessé en service commandé dans un accident de camion, le 1er septembre 1943.

En octobre 1943, il est muté à la Compagnie Lourde du BM 9 et stationne à Beyrouth jusqu'à la fin des hostilités.

Libéré du service actif, au bout de 7 ans et trois mois, il devient cultivateur à Bria. En 1947, caporal de réserve, il reçoit la Médaille Militaire à titre exceptionnel.

Dominique Kosseyo est décédé le 9 mars 1994, dans sa ville natale de Bria où il a été inhumé.

Le général de Gaulle décore Kosseyo de la croix de la Libération le 14 juillet 1941 à Brazzaville en présence de Félix Éboué.



visible au musée

FORCES AERIENNES FRANÇAISES LIBRES



RÉGIMENT DE CHASSE NORMANDIE-NIEMEN

Compagnon de la Libération



Dès l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941, le général de Gaulle envisage d'envoyer des soldats français combattre sur le front de l'est face à la redoutable Luftwaffe. En septembre 1942, une troisième unité de chasse des Forces aériennes françaises libres (après la formation un an plus tôt des groupes Alsace et Ile-de-France) voit le jour : le Groupe de chasse n° 3 Normandie, il sera constitué à **Damas**. En novembre 1942, les premiers pilotes et mécaniciens partent pour l'URSS. La première base se trouve à Ivanovo, à 250 kilomètres au nord-est de Moscou. Les conditions climatiques sont très rudes, les températures variant entre -25° et -30°. Le 22 mars 1943, l'unité s'installe sur la base de Polotniane Zavod à 50 km du front avec ces 14 Yaks. Le dégel rend les décollages et les atterrissages très périlleux, d'autant plus que les pistes ne sont, le plus souvent, que de simples champs ; il faut trois hommes sous chaque aile pour faire rouler les avions sur la piste. L'aviation opère très près des premières lignes, sans moyen de contrôle radioélectrique.

Courant juillet 1943, l'escadrille entre vraiment dans le feu de l'action, avec la terrible bataille de **Koursk**. Le 22 août, c'est la bataille pour Smolensk. Le 7 février 1944, le groupe devient, appellation inédite en France, le Régiment Normandie. Il est formé de trois escadrilles (Rouen, Le Havre et Cherbourg).

Après une accalmie, début 1944, l'offensive reprend en juin. En moins de trois semaines, les troupes soviétiques s'enfoncent de plus de 200 kilomètres vers l'ouest. Lors du passage du fleuve Niemen les combats sont terribles. Le comportement exemplaire du régiment lui vaut de recevoir, le 21 juillet 1944, du maréchal Staline le nom de Niemen. Dès lors, le Régiment prend le nom de Normandie-Niemen. Puis, ce sont les combats en Prusse orientale, avant les quartiers d'hiver. En décembre 1944 le général de Gaulle, en déplacement à Moscou, a remis la croix de la Libération au Régiment.

Début juin 1945, en récompense du comportement exemplaire des pilotes français sur le front soviétique, le maréchal Staline fait don aux survivants de leurs avions Yak 3 qui se posent le 20 juin au Bourget devant une foule énorme venue les accueillir en héros. Le Normandie-Niemen, grâce au sacrifice de presque la moitié de ses pilotes, 42 tués sur 97, devient la première formation de chasse française avec ses 273 victoires homologuées et 37 probables (auxquelles s'ajoutent bon nombre de véhicules détruits) obtenues au cours de 5 240 missions et 869 combats. Il a compté dans ses rangs 21 compagnons de la Libération.

Insigne du groupe de chasse Normandie Niemen





IGOR EICHENBAUM

1910 - 1987

Médaillé de la Résistance



Né en Suisse, d'origine russe, il s'engage en 1931 à la 13e compagnie d'ouvriers aéronautiques. Il est mécanicien d'armement breveté et a fait sa carrière aux TOE « territoires d'outre-mer » et aux colonies.

Le 5 décembre 1942, il s'évade de la base aérienne de Djibouti, territoire vichyste soumis à un blocus britannique, avec Pierre Labat à bord du Potez 25. Ils rejoignent la base de Diré-Daoua, en Éthiopie, où ils signent un engagement dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL).

Ayant appris qu'on cherchait des volontaires pour un groupe en formation destiné à combattre les Allemands aux côtés des Russes sur le front de l'Est, Igor Eichenbaum décide de postuler. Rejoignant l'Angleterre par l'Afrique du Sud, il débarque à Liverpool le 15 juin 1943. Le 15 août suivant, il part de ce port avec neuf autres mécaniciens à destination du Caire puis rejoint Téhéran. Il ne sera pas mécanicien dans le régiment de chasse Normandie-Niemen, mais interprète (sa mère est Russe et son père d'origine Balte, lui-même a vécu en Russie entre 1917 et 1921), il est nommé aspirant. Détaché à plusieurs reprises en première ligne comme officier de liaison à la voiture radio du régiment, il a su, par la précision de ses indications, donner aux pilotes toutes les indications nécessaires pour accroître dans de notables proportions le palmarès du régiment.

En septembre 1943, il est chargé des liaisons radio en première ligne entre les chars soviétiques et les chasseurs français libres. Il finit la guerre avec le grade de sous-lieutenant.

Il se consacre après-guerre à la mémoire de ses camarades.



Totalisant 31 années de service actif, le commandant de réserve Igor Eichenbaum est chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, deux fois cité, médaillé de la Résistance française et titulaire de l'ordre soviétique de la Guerre patriotique. Il sera le secrétaire général de l'amicale des anciens du Normandie-Niemen.

Igor Eichenbaum est décédé le 20 juin 1987 à Paris.

Uniforme soviétique du groupe Normandie Niemen et sacoche porte-documents à soufflets d'officier soviétique d'Igor Eichenbaum.



visible au musée



LE GROUPE DE BOMBARDEMENT LORRAINE

Compagnon de la Libération



Le Groupe de bombardement Lorraine est né le 24 septembre 1941, à Damas en Syrie, la plupart des éléments qui le constituent ont déjà combattu depuis presque un an au Gabon, à Koufra et au Tchad. Dès novembre 1940, le général **de Larminat** créé au Tchad le Groupe réservé de bombardement n° 1 (GRB1). Le groupe, dont une partie a précédemment aidé au ralliement du Gabon, assure bientôt l'appui des troupes du colonel **Leclerc**. Les missions, notamment lors de la prise de Koufra en mars 1941, se déroulent dans des conditions très rudes : chaleur, sable, insuffisance de l'infrastructure. Le GRB1 opère ensuite, d'avril à juillet 1941, en Abyssinie et en Erythrée. A son retour, il est basé près de Damas et regroupé avec le Groupe de bombardement n° 2. Le 2 septembre 1941, les deux unités sont dissoutes pour former le **Groupe de bombardement n° 1 Lorraine**, qui dispose du support technique de la *Royal Air Force*. De novembre à décembre 1941, il multiplie, au-dessus de la Libye, les missions en appui de l'armée britannique.

En octobre 1942, le Lorraine embarque à Suez à destination de la Grande-Bretagne pour servir sur le front occidental. Parvenu à Greenock le 1er janvier 1943, l'ensemble du personnel du groupe est envoyé en stage avant la reformation du Lorraine le 7 avril 1943, à West Raynham. Sous les ordres du commandant **de Rancourt**, il devient le 342 Squadron de la *Royal Air Force*.

Les missions, sur la France et la Hollande, sont très diverses : centrales électriques, gares de triage, terrains d'aviation, sites de VI, poste de transformation en électricité. Le 6 juin 1944 dans le cadre du débarquement de Normandie, il dépose, à six heures du matin, le long des côtes, un écran de fumée destiné à protéger la flotte alliée des bombardements allemands à la très basse altitude de 50 pieds (15 mètres !). La mission est une réussite totale. Les opérations au-dessus de la Normandie se succèdent dans des conditions très difficiles et meurtrières comme l'attaque de nuit à basse altitude (50 mètres) des divisions blindées allemandes encerclées dans la poche de Falaise le 5 août 1944. Après la rupture du front, le Groupe participe à toutes les opérations qui marquent l'avance du maréchal Montgomery : bataille des Ardennes, franchissement du Rhin, Arnhem, destruction des ponts sur le Rhin.

Le 28 mai 1945, il reçoit la **Croix de la Libération**. Il a perdu 127 membres d'équipage, soit plus du double de son effectif normal. Durant le conflit, il aura déversé plus de 2 500 tonnes de bombes en plus de 3 000 sorties. Le 10 juin 1945, il défile avec 3 000 avions alliés au-dessus de Francfort. Huit jours plus tard, il survole les Champs-Élysées en formant son emblème : la croix de Lorraine. A titre individuel le Groupe de bombardement Lorraine a compté 54 compagnons de la Libération. Aujourd'hui, l'escadron de chasse 03/030 "Lorraine" est basé à Mont-de-Marsan.



ROMAIN GARY

1914 - 1980

Compagnon de la Libération



Romain Kacew est né le 8 mai 1914 dans la communauté juive de Wilno (Vilnius) en Lituanie, alors sous domination russe. Son père était négociant en fourrure et sa mère modiste.

En 1915, alors que son père est mobilisé dans l'armée russe, il est expulsé avec sa mère vers le centre de la Russie en tant que juif des pays baltes. Ses parents se séparent et, avec sa mère, il gagne Varsovie où il fréquente l'école polonaise et prend des cours particuliers de français pendant deux ans.

En août 1928, Romain et sa mère émigrent en France et s'établissent à Nice. Naturalisé français en 1935, il est appelé au service militaire pour servir dans l'aviation. Incorporé en novembre 1938, il est élève observateur à l'Ecole de l'Air d'Avord. Breveté mitrailleur le 1er avril 1939, il est le seul, en raison de ses origines étrangères, à ne pas être nommé officier.

En juin 1940, il se trouve à Bordeaux-Mérignac. Il s'évade par avion, atterrit à Alger, et, devant l'entrée en vigueur de l'armistice en Afrique du Nord part pour Casablanca où il trouve un cargo britannique qui l'emmène à Gibraltar ; deux semaines plus tard il débarque à Glasgow. Dès son arrivée, il demande à servir dans une unité combattante, il est affecté à l'Escadrille de bombardement Topic, il quitte l'Angleterre pour Takoradi en Gold Coast en octobre 1940. Il se choisit alors le pseudonyme de Romain Gary de Kacew (Gary signifie « le feu » en russe).

Topic est rattachée aux Forces aériennes équatoriales françaises libres et devient, le 24 décembre 1940, avec l'escadrille "Menace", le Groupe réservé de bombardement n°1 (GRB1). Avec son unité, Romain Gary sert en Libye, à Koufra en février 1941, puis en Abyssinie avant de rejoindre la Syrie en août 1941. Entre-temps, en avril 1941, il a été breveté observateur en avion et nommé sous-lieutenant. Ayant contracté le typhus et presque mourant, il reste six mois à l'hôpital de décembre 1941 à juin 1942. Rétabli, il devient officier de liaison à l'Etat-major des FAFL du Moyen-Orient avant de rejoindre en août 1942, l'escadrille Nancy du **Groupe de bombardement Lorraine**.

Promu lieutenant en décembre 1942, il est ramené avec son unité par voie maritime en Grande-Bretagne pour servir sur le théâtre d'opérations de l'Ouest.. Les Bostons qui équipent désormais le Lorraine volent rassemblés par groupe de six, en rase-mottes, accompagnés par des Spitfire de protection. Il se distingue particulièrement le 25 janvier 1944 quand, leader d'une formation de six appareils, il est blessé par un éclat d'obus en même temps que son coéquipier pilote **Arnaud Langer** lui-même gravement touché aux yeux. Malgré sa blessure, il guide sa formation qui réussit un bombardement très précis. Temporairement inapte au combat, le lieutenant Gary est affecté à l'état-major des Forces aériennes françaises à Londres à partir de mai 1944.

Après la guerre il entre dans la carrière diplomatique en même temps qu'il publie son premier roman, *Éducation européenne*. En 1952, il est secrétaire à la Délégation française auprès des Nations Unies à New-York, puis à Londres en 1955. En 1956, il est nommé Consul général de France à Los Angeles et reçoit le Prix Goncourt pour *Les Racines du ciel*.

En 1975, il devient le seul écrivain doublement récompensé par le Prix Goncourt attribué cette année-là à Émile Ajar (Ajar qui signifie « braise » en russe) pour *La Vie devant soi*. Il se suicide le 2 décembre 1980.

LES CHEFS D'ETATS



WINSTON CHURCHILL (SIR)

1874 - 1965

Compagnon de la Libération



Ancien combattant de l'armée des Indes, correspondant de guerre, enfant terrible de l'aristocratie britannique, député, ministre, sa carrière politique est derrière lui lorsqu'il devient Premier ministre le 10 mai 1940. Il se montre un meneur inflexible, déployant toute son énergie dans la résistance du Royaume-Uni. Il déclare, dans un de ses premiers discours : *"Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, du travail, de la sueur et des larmes"*. L'envoi d'un important corps expéditionnaire britannique sur le continent ne peut empêcher la défaite militaire, la poussée allemande est irrésistible et les troupes alliées doivent rembarquer à Dunkerque. Malgré les diverses propositions que Winston Churchill lui fait pour continuer la lutte, la France finit par se rendre. Il reconnaît le général de Gaulle comme chef des Français libres dès le 28 juin 1940 et lui apporte le soutien financier du royaume.

En juillet 1940, Winston Churchill fait bombarder la flotte française à Mers el Kebir ; il ne peut se résoudre à ce que ces navires français tombent aux mains des Allemands. Décision difficile à prendre, *"la plus douloureuse que je n'ai jamais prise"*, dira-t-il.

Puis vient l'épreuve de la bataille d'Angleterre et la volonté d'Hitler de mettre la Grande-Bretagne à genoux pour la forcer à traiter. Le Premier ministre va agir à la fois concrètement, en mettant en place la défense des côtes, mais aussi psychologiquement, par de nombreuses allocutions destinées à la population. Sa présence sur le terrain est très appréciée : visites des ruines, inspections de troupes, visites aux civils. Finalement, après plusieurs semaines de combats intenses et de bombardements meurtriers, l'Angleterre sort vainqueur de sa première épreuve. Winston Churchill dira des pilotes de la *Royal Air Force* : *"Jamais un aussi grand nombre de personnes n'auront dû leur salut à un si petit nombre."*

Grâce à sa ténacité, la Grande-Bretagne sort victorieuse de la bataille d'Angleterre puis de la guerre. Il est nommé compagnon de la Libération en 1958, le général de Gaulle reconnaissant ainsi ce que la France et lui-même lui doivent, en dépit de leurs relations souvent orageuses.



Despatch box de Winston Churchill.



MOHAMMED V

1909 - 1961

Compagnon de la Libération



Mohammed Ben Youssef est né le 10 août 1909 à Fez (Maroc). Il est le troisième fils du Sultan Moulay Youssef, héritier de la dynastie arabe des Alaouites qui domine le Maroc depuis 1660. Choisi par la France, c'est le 18 novembre 1927 qu'il succède à son père. Le Maroc est alors un protectorat français depuis le traité de Fez de 1912. A l'annonce de l'armistice de 1940, il prend immédiatement position et prononce ces paroles d'espoir et de confiance : *"Si la France était un petit pays de cinq ou six villes, si l'histoire du peuple français ne datait que d'une cinquantaine d'années, nous aurions des craintes justifiées pour votre avenir, mais votre pays étant l'immense et riche*

France que je connais si bien et l'histoire du peuple français étant cette histoire qui force l'admiration, ce serait un crime que de douter des destinées de la France". Il s'oppose à l'application à l'égard des Juifs marocains de la législation antisémite du gouvernement de Vichy. Participant aux conférences d'Anfa et de Casablanca, le président Roosevelt lui promettant l'indépendance, il prend conscience de l'ouverture au monde qu'une place dans le camp des vainqueurs pourrait lui offrir.

Les années 1943-1944 voient l'accélération des mouvements nationalistes, en particulier l'*Istiqlal*. En avril 1943, le Sultan suggère au gouvernement français, comme prélude à l'indépendance, un protectorat conjoint des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la France et, peut-être, de l'Espagne, les Français n'étant plus en mesure d'assurer la protection du Maroc, ce qui rend, selon lui, caduc le traité de 1912. Les partis de l'indépendance apparaissent, accompagnés de manifestations. Elles tournent à l'émeute le 28 janvier 1944. Ahmed Balafredj, chef de l'*Istiqlal*, est arrêté. En juin et juillet 1945 le Sultan est en France, convié par le général de Gaulle. Il assiste au défilé des troupes de la France combattante, le 18 juin. Le lendemain, le général, en tant que Président du Gouvernement provisoire de la République, lui décerne la Croix de la Libération.

Dans son discours à Tanger le 10 avril 1947, Mohammed V se fait l'écho des thèses indépendantistes et la France répond en nommant le général Juin résident général au Maroc. C'est en s'appuyant sur le pacha de Marrakech (sud du pays), El Glaoui, que le général Juin va s'efforcer de faire renverser le souverain. Le 20 août 1953, les blindés français se placent devant le palais de Mohammed V. Le Sultan et ses deux fils sont forcés à l'exil et sont embarqués immédiatement dans un avion à destination de la Corse puis de Madagascar. Les troubles s'aggravent. A la suite des accords Pinay-Mohammed V de la Celle-Saint-Cloud en novembre 1955, le sultan du Maroc est rétabli triomphalement. Il obtient finalement l'indépendance du Maroc en mars 1956 et se fait proclamer Roi en août 1957. Le Roi Mohammed V est décédé le 26 février 1961 à Rabat où il a été inhumé.



Juin 1945, Paris, le général de Gaulle remet la croix de la Libération à sa majesté sidi Mohammed Ben Youssef



GEORGE VI

1895 - 1952

Compagnon de la Libération



Albert, Frederick, Arthur, George de Saxe-Cobourg-Gotha est né le 14 décembre 1895 à Sandringham, Norfolk (Grande-Bretagne). Il est l'arrière-petit-fils de la reine Victoria et le second fils du roi George V, couronné en 1910.

C'est son frère aîné, Edward, qui est héritier du trône. Albert a une enfance difficile, étant de santé fragile. Il passe néanmoins par les écoles navales de Osborne et de Dartmouth avant de rejoindre la Royal Navy. Il participe à la

Première guerre mondiale. Cette guerre pose un sérieux problème moral à la famille royale à cause de ses origines allemandes.

Suivant le sentiment antigermanique de la population britannique à ce moment, la famille royale décide de changer son nom de Saxe-Cobourg-Gotha en celui de Windsor. En 1919, Albert rejoint la nouvelle Royal Air Force avant d'entrer au Trinity College de Cambridge. En 1920, il est fait Duc d'York et participe aux affaires publiques avec son père.

En janvier 1936, la mort de son père, le roi George V, amène son frère Edward sur le trône. Mais la relation de celui-ci avec l'Américaine Wallis Simpson devient une affaire publique et politique de grande ampleur. Le 10 décembre 1936, Edward VIII renonce au trône. Albert de Windsor devient donc roi. Il est couronné à l'Abbaye de Westminster le 12 mai 1937 sous le nom de George VI.

Pendant la bataille d'Angleterre et les durs bombardements des villes anglaises et surtout de Londres, il visite avec la reine chaque quartier afin de partager les souffrances du peuple britannique. Après le bombardement qui a détruit une partie de Buckingham Palace en septembre 1940, la reine déclare : "Je suis fière que nous ayons été bombardés. Je peux désormais regarder les gens de l'East End en face". Il inspecte également les usines d'armement et les différents fronts où se battent les sujets de sa Majesté, notamment en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, après la victoire à El Alamein, en 1942, puis en Normandie, après le débarquement du 6 juin 1944.

En 1948, le Roi renonce à son titre d'Empereur des Indes.

George VI est décédé le 6 février 1952 à Sandringham, Norfolk. Il a été inhumé à la Chapelle Saint George, au château de Windsor. Elizabeth II, sa fille, lui a succédé.

LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE

La Résistance intérieure naît de motivations très différentes : le refus de la défaite et de l'occupation de la France par une armée étrangère, le rejet du nazisme ou du gouvernement du maréchal Pétain, qui collabore avec l'Allemagne et supprime les libertés démocratiques. Au départ, la Résistance est peu organisée et se compose d'un petit nombre de personnes. Elle se développe lentement et avec de très grandes difficultés, car elle s'oppose à la fois aux Allemands et à son propre gouvernement. La Résistance bénéficie petit à petit du soutien croissant de la population française, et passe d'une initiative individuelle et spontanée à une résistance collective et organisée. Près de 300 Compagnons de la Libération ont fait partie de la Résistance intérieure, dans des domaines très différents et à des niveaux de responsabilité variés. La Résistance intérieure se divise en réseaux, en mouvements et en maquis.

Parachutage sur le maquis des Glières le 31 juillet 1944.





En lien avec le chapitre
sur la culture et la société
américaine

JOSÉPHINE BAKER

1906 – 1975

Médaillée de la Résistance



Née à Saint-Louis (Missouri) sous le patronyme de Freda Josephine McDonald. A 18 ans, elle s'établit à New-York. Elle se produit sur Broadway dans *Shuffle Along*, premier spectacle noir présenté dans des salles réservées aux Blancs pour lequel les spectateurs noirs bénéficient d'un fauteuil d'orchestre. Elle se produit dans les années vingt à Paris dans la « Revue nègre » qui connaît un grand succès. En 1937, elle obtient la nationalité française par son mariage avec Jean Lion. Ce dernier, d'origine juive et visé par les lois allemandes

et celles du régime de Vichy entrera en résistance.

Artiste de music-hall de renommée internationale, elle se met dès 1939 au service du contre-espionnage français. Durant la Drôle de guerre, elle prend part à une série de concerts pour soutenir le moral des troupes. En 1940, elle refuse de se produire sur scène devant les Allemands et se retire dans son château en Dordogne. Reprenant ses activités clandestines, elle emmène en tournée en Espagne et au Portugal une « troupe » composée de Jacques Abtey, ancien responsable du contre-espionnage à Paris, et d'autres agents de renseignements au service des Alliés. Elle s'installe ensuite en Afrique du Nord. A partir de janvier 1943, elle reprend ses activités artistiques au service des armées françaises : spectacles, concerts et levées de fonds, tout en continuant son activité de renseignement pour l'état-major du général de Gaulle.

Le 23 mai 1944, Joséphine Baker signe son engagement dans les Formations féminines de l'Air, avec le grade de sous-lieutenant. Le 8 septembre 1945, Joséphine Baker est démobilisée. Décorée de la médaille de la Résistance française avec rosette le 5 octobre 1946, puis nommée chevalier de la Légion d'honneur.

Le général de Gaulle a tenu à rendre personnellement hommage à l'engagement de la chanteuse : « *C'est en toute connaissance de cause et de tout cœur, lui écrit-il le 14 octobre 1946, que je vous adresse mes sincères félicitations pour la haute distinction de Résistance française qui vous a été attribuée. J'ai vu et beaucoup apprécié les grands services que vous avez rendus dans les moments les plus difficiles. Je n'ai été, par la suite que plus touché de l'enthousiasme et de la générosité avec lesquels vous avez mis votre magnifique talent à la disposition de notre cause et de ceux qui la servaient.* ».

Après la guerre, elle s'installe en Dordogne, avec sa famille « Arc-en-ciel » composée de douze enfants de toutes origines qu'elle a adoptés. Elle s'engage activement dans la lutte contre le racisme au niveau international. Elle participe en 1963 à la Marche sur Washington organisée par Martin Luther King, au cours de laquelle elle prononce un discours, vêtue de son ancien uniforme de l'armée de l'Air française et de ses décorations obtenues au titre de la Résistance. À cette époque, elle est engagée dans l'action de la Ligue internationale contre le racisme (LICA) qui devient la LICRA en 1980. Elle décède le 12 avril 1975 dans le 13^e arrondissement de Paris.

Joséphine Baker est entrée au Panthéon le 30 novembre 2021, devenant la sixième femme et la première femme noire à être panthéonisée.



ADDI BÂ (MAMADOU ADI BA)

1916 (?) - 1944

Médaillé de la Résistance



Né vers 1916 à Conakry (Guinée), Addi Ba arrive jeune en France, à Langeais (Indre-et-Loire). Il s'engage dès le début de la guerre dans le 12e Régiment de tirailleurs sénégalais, avant d'être capturé, en juin 1940, avec presque toute sa compagnie.

Il est conduit à Neufchâteau, dans les Vosges, d'où il s'évade avec quelques camarades africains. Dès octobre 1940, il entre en contact avec le réseau « Ceux de la Résistance ».

En mars 1943, il participe avec Marcel Arburger à l'établissement du premier maquis des Vosges, baptisé « Camp de la Délivrance », qui abrite des réfractaires français au STO (Service du travail obligatoire),

des Russes et deux Allemands, tous déserteurs de la Wehrmacht. Arburger lui a confié la responsabilité opérationnelle du maquis. Addi Bâ devait s'assurer que tout fonctionne : le ravitaillement, les armes.

Le maquis est attaqué en juillet : traqué par la police allemande, Addi Ba est arrêté le 15 juillet et conduit à Épinal. Là, il est atrocement torturé.

Il est fusillé le 18 décembre 1943 sur le plateau de la Vierge, à Épinal. Une rue de Langeais porte son nom depuis 1991.



ALBERT IDOHO

1901- 1941

Compagnon de la Libération



Albert Idohou est né vers 1901 à Porto-Novo au Bénin (Dahomey).

Elève de l'école régionale de Porto Novo, il y obtient le certificat d'études primaires.

En 1924, il entre à la Compagnie française des chemins de fer du Dahomey. Il en démissionne en 1935 et devient employé de commerce pendant deux ans à Save.

Marié et père de deux enfants, il est, en 1940, employé de commerce de la maison John Holt à Cotonou.

Il prend part dès la première heure à la Résistance en Afrique occidentale française.

C'est ainsi qu'il n'hésite pas à fournir des renseignements aux services britanniques, aidé en cela par Wabi Ogooussi, commerçant à Porto-Novo.

En octobre 1940, les deux hommes, facilitent la mission d'Aloysius Odewole, sujet britannique et garde-frontière du Nigeria, organisent ses déplacements et lui fournissent vêtements, papiers et renseignements.

L'arrestation d'Odewole fait tomber le réseau. Arrêté à son tour, il est jugé par le Tribunal militaire permanent de Dakar au Sénégal, et condamné à la peine capitale le 5 août 1941 pour complicité d'espionnage.

Albert Idohou est fusillé, à Dakar, le 10 novembre 1941 avec ses compagnons Wabi Ogooussi et Aloysius Odewole, sur le champ de tir de Fann. Il est inhumé au cimetière de Dakar.

AGOUSSI WABI

1898 (?) - 1941

Compagnon de la Libération



Wabi Ogooussi est né vers 1898 à Porto-Novo au Bénin.

Commerçant en achat et vente de noix de palme à Porto Novo, il est sujet français, marié et père de trois enfants. Il participe, dès 1940, à la Résistance en Afrique occidentale française. En octobre 1940, il facilite, avec un camarade, Albert Idohou, employé de commerce à Cotonou, la mission d'Aloysius Odewole, garde-frontière britannique au Nigeria et agent d'un réseau de renseignements. Wabi Ogooussi lui fournit des papiers d'identité français, des vêtements traditionnels et l'héberge.

Mais l'arrestation d'Odewole fait tomber l'ensemble du réseau. Arrêté à son tour, le 1^{er} octobre 1940, Wabi Ogooussi est traduit devant le Tribunal militaire permanent de Dakar au Sénégal, le 5 août 1941.

Condamné à mort pour complicité d'espionnage, il est fusillé le 10 novembre 1941 sur le champ de tir de Fann à Dakar, en compagnie d'Aloysius Odewole et d'Albert Idohou. Il est inhumé à Dakar.

ALOYSIUS ODEWOLE

1906 - 1941

Compagnon de la Libération



Aloysius Odewole est né vers 1906 à Ifé au Nigeria.

Sujet britannique, marié et père de trois enfants, il est sergent de la police garde frontière à Idofain au Nigeria.

Envoyé en octobre 1940 au Bénin par les autorités britanniques pour enquêter sur l'atterrissage d'avions allemands et sur le poste radio de Cotonou, il est aidé, dès son arrivée par deux commerçants de Porto-Novo et Cotonou, Wabi Ogooussi qui l'héberge et Albert Idohou qui lui fournit des renseignements sur l'aviation.

Arrêté par la police française, le 25 octobre 1940 dans un bar de Cotonou, il est jugé par le Tribunal militaire permanent de Dakar au Sénégal avec Idohou et Ogooussi ; les trois hommes sont condamnés à mort le 5 août 1941, Odewole pour espionnage et Idohou et Ogooussi pour complicité.

Aloysius Odewole est exécuté le 10 novembre 1941 à Dakar, en compagnie de ses deux camarades, sur le champ de tir de Fann. Il est inhumé à Dakar.

SIDIKI BOUBAKARI

1912 - 1942

Compagnon de la Libération



Sidiki Boubakari est né à Bobo-Dioulasso en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) vers 1912. Sujet français, il quitte la Côte d'Ivoire (Bobo-Dioulasso faisant partie de la Haute Volta supprimée en 1932 et rattachée à la Côte d'Ivoire) en 1935 avec sa mère pour la ville d'Accra (Gold Coast). Après le décès de sa mère en 1938, il reste en Gold Coast et travaille comme manœuvre dans les mines d'or.

Devenu cordonnier, domicilié à Bossié en Gold Coast, il entre, en mai 1941, dans un réseau de résistance de la France libre. De mai à juillet 1941, il fait notamment passer en Côte d'Ivoire, comme agent de liaison, des courriers de dissidents gaullistes réfugiés en Gold Coast.

Le 18 octobre 1941, dans la Subdivision de Léo, il coupe la ligne télégraphique reliant Ouéssa et Léo près du village de Beara à 28 km de Ouéssa.

Arrêté le 30 novembre 1941 à Ouéssa par un garde-frontière, il est interné à la prison civile de Bobo-Dioulasso puis à la prison mixte de Dakar.

Condamné à mort pour « trahison », le 12 mai 1942, par le Tribunal militaire permanent de Dakar, il est exécuté le 23 octobre 1942 à Dakar. Il a été inhumé au cimetière de Dakar.

ADOLPHE GAËTAN

1913 - 1942

Compagnon de la Libération



Adolphe Gaëtan est né le 27 octobre 1913 à Conakry en Guinée. Son père était interprète. Clerc dans un cabinet d'avocat, il entre dans la résistance dès mai 1941 en acceptant de fournir à son contact en Sierra Leone des informations sur l'état d'esprit européen et indigène en Guinée et des renseignements militaires.

Il devient chef d'un réseau de renseignement de la France libre formé d'une dizaine de membres. Il fournit aux services français libres de Sierra Leone des renseignements de tous ordres (militaire, économique, politique) sur la Guinée et à appeler les Guinéens à la résistance.

Arrêté le 19 août 1941 sur son lieu de travail avec six membres de son organisation, il est emprisonné à la prison civile de Dakar puis jugé, en même temps que 18 co-inculpés par le Tribunal militaire permanent de Dakar, au Sénégal, le 27 mai 1942.

Condamné à mort, pour "trahison", il est le seul parmi les cinq condamnés à la peine capitale dont le recours en grâce est rejeté par le maréchal Pétain le 28 octobre 1942.

Adolphe Gaëtan a été fusillé à Fann, champ de tir de Dakar, le 19 novembre 1942. Son corps a été ramené à Conakry en 1955 pour y être inhumé au cimetière de Boulbinet.

LE « GROUPE MANOUCHIAN »

Médailles de la Résistance française



L'expression « groupe Manouchian » est issue d'une construction de la mémoire qui trouve son origine dans la diffusion massive de l'Affiche rouge sur les murs des villes de France, au moment de l'exécution, le 21 février 1944 au Mont-Valérien, de 22 résistants qui font partie du noyau dur des combattants des FTP-MOI, arrêtés pour la plupart entre le 12 et le 17 novembre 1943.

Lorsque le Parti communiste clandestin s'engage dans la lutte armée en août 1941, suite à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, les résistants communistes se structurent au sein de l'Organisation spéciale, des Bataillons de la jeunesse puis des Francs-tireurs et partisans français (FTP-F) à partir d'avril 1942. En leur sein, s'organisent les Francs-tireurs et partisans français – Main d'œuvre immigrée (FTP-MOI) issus en grande partie des militants de la main d'œuvre immigrée créée au début des années 1930. En région parisienne, les FTP-MOI sont organisés en quatre détachements et une équipe spéciale. Chaque détachement regroupe des résistants de même nationalité ou bien parlant la même langue. Ainsi, le 2^e détachement dit « détachement juif », commandé par Sevek Kirshenbaum, comprend principalement des juifs polonais parlant le yiddish.

Traqués par l'occupant allemand avec l'aide des policiers français des Brigades spéciales, les FTP-MOI de la région parisienne sont victimes d'une première série d'arrestations à l'automne 1942 et démantelés en novembre 1943.

Sur les 22 résistants fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien – auxquels il convient d'ajouter Olga Bancic, guillotinée à Stuttgart le 10 mai 1944 – deux appartenaient au premier détachement FTP-MOI (Arpen Tavitian dit Armenak Manouchian et Olga Bancic), sept relevaient du 3^e détachement (Georges Cloarec, Rino Della Negra, Cesare Luccarini, Roger Rouxel, Antoine Salvadori, Amédéo Usséglio et Robert Witchitz), neuf dépendaient du 4^e détachement dit des déraillleurs (Thomas Elek, Maurice Fingerwajg, Jonas Geduldig, Emeric Glasz, Léon Goldberg, Salomon Grzywacz, Willy Schapiro, Wolf Wajsbrot et leur chef Ferenc Wolf dit Joseph Bocsov). Celestino Alfonso et Spartaco Fontano, quant à eux, appartenaient à l'équipe spéciale. Il faut y ajouter leur chef militaire, Missak Manouchian, ainsi que Stanislas Kubacki, FTP arrêté en décembre 1942. Les portraits de dix d'entre eux figurent sur l'Affiche rouge. Joseph Epstein, chef des FTP de la région parisienne, supérieur hiérarchique direct de Manouchian, interpellé en même temps que lui, a été jugé à part et exécuté le 4 avril 1944.

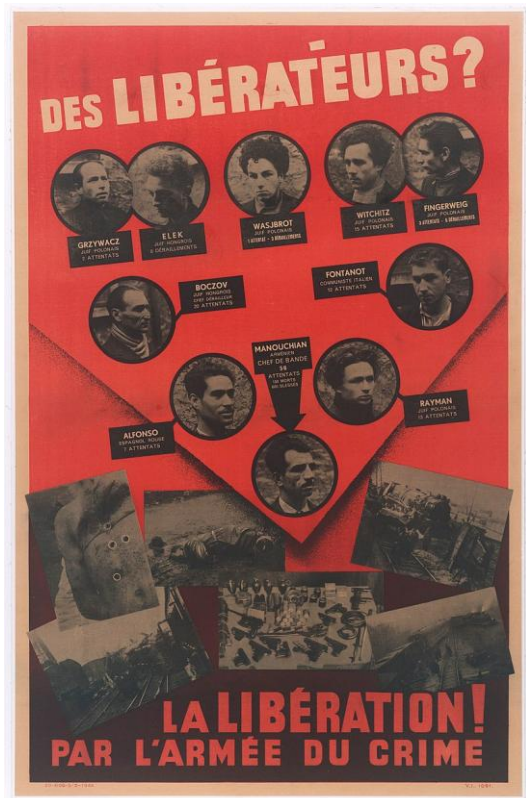
Par décret du 31 mars 1947 publié au *Journal Officiel* des 13 et 26 juillet 1947, la médaille de la Résistance française est décernée à titre posthume à 20 fusillés du 21 février 1944, ainsi qu'à Olga Bancic et à leur chef, Joseph Epstein. Celestino Alfonso et Marcel Rajman sont, quant à eux, décorés à titre posthume de la médaille de la Résistance française avec rosette par le même décret.

L'affiche rouge

Cette affiche de propagande allemande est placardée massivement en France sous l'Occupation au moment du procès et de la condamnation à mort de 23 membres des Francs-tireurs et partisans – main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), résistants de la région parisienne, exécutés le 21 février 1944. Le but de cette affiche est de déstabiliser la Résistance, en jouant sur la xénophobie et l'antibolchevisme. La couleur rouge évoque à la fois le communisme et le sang versé.

L'effet de sa diffusion est plutôt contraire à celui espéré par les Allemands : la population exprime une certaine sympathie envers ces résistants étrangers et de nombreux articles leurs sont consacrés dans la presse clandestine.

Cette affiche a un tel retentissement qu'après la guerre Aragon lui consacre un poème : *Strophe pour se souvenir*. Ce texte est mis en musique par Léo Ferré en 1959.



© Mémorial de la Shoah

RAYSKI ADAM (ABRAM RAJGRODSKI)

1913 - 2008

Médaillé de la Résistance



Né en Pologne, le 14 août 1913, à Bialystok, Abraham Rajgrodski, fils de commerçant, devient secrétaire de la jeunesse communiste locale et pour cela est expulsé de son lycée. Il émigre à Paris en 1932 et est actif au sein de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), dans laquelle le Parti communiste (PCF) rassemble ses militants étrangers. Il est journaliste au quotidien yiddish *Naïe presse* (« Presse nouvelle »), mais travaille aussi à *L'Humanité*, dirigée par André Marty puis Paul Vaillant-Couturier.

En 1940, il rejoint un régiment de l'armée polonaise en France ; fait prisonnier, il s'évade et regagne Paris en juillet. Il assure la parution du journal clandestin yiddish *UnzerWort*, il dénonce la législation antisémite de Vichy et les premières rafles de juifs étrangers à Paris.

À partir de l'attaque de l'URSS par le III^e Reich, Adam Rayski est le responsable national des organisations juives du PCF. Il relaie les informations données par Radio-Moscou, le 24 août 1941, sur les crimes des *Einsatzgruppen* qui ont commencé l'extermination du peuple juif.

En juillet 1942, avec des catholiques et des protestants, Rayski fonde le Mouvement national contre le racisme. Le 20 novembre 1942, *UnzerWort* annonce les assassinats de masse, en Pologne, de juifs déportés de France.

Après les grandes rafles de juillet 1942, Adam Rayski organise à Paris le 2^e détachement juif des FTP-MOI. Passé en zone sud à l'été de 1943, Rayski coopère avec le Bund et les sionistes. Il est l'un des cofondateurs du Comité général de défense juive (CGD) qui devient, en décembre 1943, le Conseil représentatif des Israélites de France (CRIF).

En septembre 1949, Adam Rayski repart en Pologne où il devient responsable d'éditions de la presse communiste. Lors du « printemps polonais » de 1956, il rentre en France en 1957 et rompt avec le parti communiste polonais. Il sera accusé d'espionnage au profit de la Pologne et condamné en 1962 à sept ans de prison, mais il est libéré en mars 1963 puis amnistié. A sa sortie de prison, Rayski se retire de la vie politique, se consacrant à écrire l'histoire de la Shoah et de la résistance juive. Il écrit plusieurs livres sur l'histoire de la résistance juive en France et préside l'Union des résistants et déportés juifs de France (URDF). Il devient en 2003 président d'honneur de l'UJRE (Union des juifs pour la résistance et l'entraide). Décédé à 94 ans, il est enterré à Paris, au cimetière du Père-Lachaise.



©Musée de la Résistance en ligne

RACHEL CHEIGAM

1917 - 2018

Médaillée de la Résistance



Rachel Cheigam est née en 1917 en Russie. Fuyant la révolution, la famille s'installe en Lituanie d'où est originaire son père, puis à Berlin, Anvers et enfin Paris. En 1933, Rachel débute une carrière de journaliste à *Paris-Soir* et au *Petit Parisien* et se spécialise dans le sport féminin. Prévenus, les Cheigam échappent à la rafle du Vel d'Hiv en juillet 1942 et passent en zone non occupée. Rachel rejoint Eaux-Bonnes où sa famille a été placée en résidence surveillée. Elle effectue alors quelques transports de faux papiers en liaison avec Simone Wolf, assistante sociale de l'Union générale des israélites de France à Pau.

Après l'invasion de la zone Sud elle part à Nice où elle devient la secrétaire du journaliste antinazi Roger Foucher-Créteau. Elle rejoint son organisation : les légions françaises anti-axe. Après l'arrestation en octobre 1943 de Roger Foucher-Créteau, elle intègre, avec sa sœur Nelly, le groupe franc de Nice de l'Organisation juive de combat (OJC). Son travail consiste alors à distribuer des faux papiers, à faire du renseignement, à pister des Russes blancs qui dénonçaient des Juifs, à transporter armes et munitions. En mars 1944, elle participe avec le corps franc de l'Armée juive (AJ : groupe de résistants juifs français créé à Toulouse, Alfred Nakache en fera partie) au transport de nombreuses armes et grenades. Agent de liaison auprès des FFI des Alpes-Maritimes, elle assure la liaison avec les maquis environnants et avec les chefs régionaux à Marseille. Arrêtée en juin 1944 avec le chef des groupes francs des Alpes-Maritimes, elle réussit à s'évader. Le 18 juillet 1944, la plupart des responsables parisiens de l'Organisation juive de combat tombent dans une souricière de la *Gestapo*. Rachel et sa sœur Nelly sont alors envoyées à Paris pour participer à la réorganisation des structures. Rachel intègre la direction du groupe parisien. Le groupe de Paris de l'OJC est incorporé au groupe-franc Alerte. Rachel y intègre le service de renseignement et de liaisons. Elle prend part également à la protection du quartier général du colonel Rol-Tanguy, commandant les Forces françaises de l'intérieur (FFI) d'Ile-de-France. Rachel Grunstein décède le 23 mars 2018.

L'étoile jaune

Dès juin 1942, les Juifs en France occupée avaient obligation de porter l'étoile jaune à partir de l'âge de six ans. Ils sont envoyés dans des centres de mise à mort comme Auschwitz-Birkenau. 76 000 juifs de France furent déportés. La plupart des Juifs de France sont entrés en résistance en tant que Français. Ils furent nombreux à répondre à l'appel du général de Gaulle, à rejoindre ou à créer les premiers noyaux de Résistance intérieure comme ceux de la MOI. Nombreux sont aussi ceux et celles qui sont entrés en résistance suite aux persécutions qui les visaient directement. Résistance juive ou résistance des Juifs, se consacrant au sauvetage ou combattant, ils participèrent activement au combat résistant contrairement au mythe d'une certaine passivité.





© OFPRA

JORGE SEMPRUN

1923-2011

Né le 10 décembre 1923 à Madrid, Jorge Semprun voit le jour dans une famille très engagée dans la vie politique espagnole. Son grand-père, Antonio Maura, chef du parti conservateur fut plusieurs fois premier ministre du roi Alphonse XIII; son grand - oncle Miguel Maura , libéral emprisonné par le monarque, fut un des fondateurs de la deuxième République et son premier ministre de l'intérieur; son père, José Maria Semprun Gurrea, d'abord gouverneur civil de Tolède ,fut chargé d'affaires de la République à La Haye, où sa famille le suivit en 1937, puis ministre sans portefeuille et représentant de la République en Italie.

En 1937, pendant la guerre d'Espagne, la famille de Jorge Semprun s'exile en France. A Paris, il suit sa scolarité (au lycée Henri IV). En septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne, pays qui a armé les combattants franquistes.

Jorge Semprun, alors âgé de 18 ans, fait le choix de la résistance. Il participe, il est alors lycéen, à la manifestation du 11 novembre 1940. Puis, il s'engage au côté des forces communistes : en 1941 (il est alors étudiant en philosophie à la Sorbonne), il adhère à l'organisation communiste des Francs-Tireurs et Partisans et au réseau Buckmaster, dépendant du SOE britannique. Son engagement résistant lui vaut la déportation.

Arrêté en septembre 1943 à Joigny, alors qu'il récupère, en Bourgogne, des armes parachutées et les répartit dans les maquis avec le réseau Buckmaster dépendant du SOE britannique, il est déporté à Buchenwald. Il sera affecté par l'organisation communiste clandestine d'un travail dans l'administration du camp, sera chargé d'organiser des activités culturelles avec les déportés espagnols, et participera à la libération du camp au cours du soulèvement des déportés, en avril 1945, avant l'arrivée des troupes américaines du général Patton. Il rentrera à Paris le 26 avril 1945.

Jorge Semprun a été écrivain et scénariste (notamment pour le cinéaste Costa-Gavras avec Z et Section spéciale). La plupart de ses œuvres sont écrites en français. C'est en 1963, qu'il fait paraître « Le Grand Voyage », qui obtient le prix Formentor, un prix de littérature en langue espagnole (l'édition espagnole a été censurée par le régime franquiste). L'année suivante le grand voyage obtient le prix littéraire de la Résistance. L'expérience concentrationnaire est au cœur de son œuvre littéraire.

Il a été ministre de la Culture (entre 1988 et 1991) dans une Espagne démocratique.



BORIS VILDÉ

1908-1942

Médaille de la Résistance



Russe, né à Pétrograd, Boris Vildé s'installe en Estonie pendant la révolution bolchévique.

Il habite deux ans en Allemagne puis s'installe à Paris dans les années 30. Il est naturalisé en 1936. Il entre au musée de l'Homme en tant que linguiste chargé du département des civilisations arctiques. Mobilisé et fait prisonnier en juin 1940, il s'évade et, après un périple de plus de 300 km à pied regagne Paris.

Dès juin 1940, un premier groupe d'opposition au régime de Vichy et au nazisme est formé par Yvonne Oddon (bibliothécaire), Boris Vildé et Anatole Lewitsky (ethnologues d'origine russe) dans les locaux du musée de l'Homme. Ce mouvement se transforme en un « secteur » clandestin dirigé par Boris Vildé et définitivement structuré en octobre 1940. Il compte 100 membres répartis en huit groupes aux activités propres comme l'évasion de prisonniers (grâce à de faux certificats de maladie et le recrutement de passeurs), la propagande (les journaux Résistance et Vérité français sont créés respectivement en septembre et décembre 1940) et le renseignement (collecte d'informations et leur acheminement vers Londres). À la fin de l'automne 1940, le secteur de Boris Vildé se rapproche d'un secteur organisé par Maurice Dutheil de La Rochère et d'un autre organisé par Paul Hauet et Germaine Tillion.

La « nébuleuse » du musée de l'Homme est précoce et vulnérable, les premières arrestations ont lieu en février 1941. À la suite d'une enquête d'une année, 19 personnes sont inculpées de crime d'espionnage au profit d'une puissance ennemie. Le 8 janvier 1942, un procès se tient devant une cour allemande. Le verdict est : 10 peines capitales, 3 peines de prison et 6 non-lieux. Les femmes condamnées à la peine capitale sont finalement déportées vers des camps allemands. Le 23 février 1942, Jules Andrieu, Georges Ithier, Anatole Lewitsky, Léon Nordmann, René Sénéchal, Boris Vildé et Pierre Walter sont fusillés au Mont Valérien.

Le 13 août 1942, Germaine Tillion est arrêtée à la Gare de Lyon à Paris, avant d'être envoyée aux prisons de la Santé (Paris) et de Fresnes (Val-de-Marne), puis d'être déportée au camp allemand de Ravensbrück.

Dès la fin de la guerre et son retour de Ravensbrück, Germaine Tillion est chargée de régulariser les pensions au titre de combattant volontaire de la Résistance et enregistre le réseau sous le nom de « Réseau du Musée de l'Homme - Hauet - Vildé ».



NOOR INAYAT KHAN

1914 - 1944

D'origine américano-indienne, descendante d'un sultan, elle fait ses études à Paris. En 1940, elle gagne Londres où elle s'engage dans l'armée puis dans les services secrets du Special Operations Executive (SOE).

Nommée lieutenant, elle est envoyée en France en juin 1943 comme opérateur radio du réseau Phono. Elle participe à de nombreuses opérations malgré le démantèlement progressif du réseau. Dénoncée, elle est arrêtée en octobre 1943 à Paris.

Après plusieurs tentatives d'évasion, elle est déportée en Allemagne fin novembre 1943. Internée neuf mois à la prison de Pforzheim près de Karlsruhe, elle est transférée le 12 septembre 1944 à Dachau où elle y subit d'atroces tortures avant d'être abattue le lendemain.



Robe de déportée de Noor Inayat Khan



visible au musée



TIBOR REVESZ-LONG

1902 – 1976

Compagnon de la Libération



Alias : Henri Thibaud de Sainte-Marie - Créole - Lattu (Latin)

Tibor Revesz-Long est né le 1er juin 1902 à Budapest en Hongrie. Son père était gérant de société.

Il commence des études de médecine à Vienne en Autriche et les termine à Paris où il obtient son doctorat en 1932 et où il commence à exercer comme médecin généraliste.

Engagé volontaire en septembre en 1939, il est affecté au Service de santé à Paris puis, comme médecin auxiliaire, à l'hôpital complémentaire des Lazaristes à Lyon le 6 juin 1940. Démobilisé le 20 juillet 1940, refusant l'armistice, il s'installe à Chabrillan dans la Drôme d'où est originaire sa belle-famille.

Il entre très rapidement dans la Résistance tout en continuant d'exercer la médecine sur place puis à Crest. Il est bientôt l'adjoint de Jean Fleury, chef de réseau "Electre", et se spécialise dans l'organisation des télécommunications. Le 1er novembre 1942, il devient agent P 2 (permanent) du réseau Transmissions Action des Forces françaises combattantes.

En mars 1943, il quitte sa famille et son métier pour entrer dans la clandestinité sous le nom de Créole. Il est nommé, le 1er avril 1943, Inspecteur national Transmissions chargé des liaisons radiotélégraphiques des réseaux "Actions". Il accomplit un énorme travail de mise au point des liaisons entre la Résistance et les organes de commandement de Londres en organisant une école clandestine d'opérateurs et en se chargeant de fournir aux réseaux des régions occupées du matériel de transmission et des opérateurs spécialisés. Sous ses ordres se trouvent 189 opérateurs radio répartis dans 80 centres différents.

Il a également pour adjoint Gustave André (alias Phénicien), inspecteur des Transmissions pour la zone Sud à partir de septembre 1943. Grâce à son action et à son organisation, 50 000 télégrammes peuvent être échangés avec Londres.

Appelé en Angleterre par le BCRA à la veille du débarquement du 6 juin 1944, il gagne Londres par une opération aérienne et y est chargé de maintenir le contact entre l'Etat-major des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) et les troupes régulières. Il entre ensuite à la Direction générale des études et recherches (DGER).

Naturalisé français en juillet 1945, Tibor Revesz-Long s'installe alors définitivement dans la Drôme, à Chabrillan, où il reprend son travail de médecin.

Il exerce quelques années plus tard comme médecin-chef à l'hôpital de Crest avant de prendre sa retraite en janvier 1973.

Tibor Revesz-Long est décédé le 2 novembre 1976 à Crest où il a été inhumé.



© Mémorial de la Shoah

ERNEST APPENZELLER

1926 -1974

Médaillé de la Résistance française

Alias : Ernest Leboucher



Fils du rabbin Israël Appenzeller et de Frida Zierber, Ernest est né le 9 mai 1926 à Vienne (Autriche). Arrivé en France le 23 mars 1939 comme réfugié israélien, il est hébergé au château de la Guette (Seine-et-Marne), maison dirigée par Flore et Georges Loinger qui accueille des enfants réfugiés d'Allemagne et d'Autriche pour la plupart rescapés de la nuit de Cristal. Après l'invasion allemande, les enfants sont évacués à La Bourboule (Puy-de-Dôme). Ernest Appenzeller se retrouve ensuite avec plusieurs adolescents juifs dans un collège franciscain à Brive-la-Gaillarde, où ils sont ravitaillés pendant trois mois par Edmond Michelet (reconnu « Juste parmi les nations » en 1995). Il arrive enfin à Nice où il est placé dans une école professionnelle.

En octobre 1942, Ernest Appenzeller se rend à Moissac munis de faux papiers d'identité fournis par les Eclaireurs israéliens au nom d'Ernest Leboucher. Il y reste quelques mois avant de revenir à Nice où il rejoint le groupe-franc Surcouf sous les ordres du commandant Armand Rottenberg dit « Ro ». Il participe également aux activités clandestines du Mouvement de jeunesse sioniste à Nice. En septembre 1943, contacté par Henry Pohorylès, chef du groupe-franc de Nice de l'Organisation juive de combat (OJC), Appenzeller intègre ce groupe et y devient son adjoint. Arrêté le 15 octobre 1943 à l'hôtel du Mont-Blanc, interné au camp de Drancy, il nie être juif et, grâce à des papiers envoyés de Nice, il est libéré le 31 janvier 1944. De retour à Nice, il reprend ses fonctions dans le groupe franc et participe à la plupart de ses actions, notamment celles menées contre des Russes blancs, agents de la Gestapo.

Peu de temps après, il reçoit l'ordre du comité directeur de l'Armée juive à Toulouse, de se rendre à Paris afin de prendre en main les actions du corps franc de l'OJC. Sous le nom de Jean-Claude Lamy, il se met en rapport avec Maurice Loebenberg (Maurice Cachoud), chef du service des faux papiers du Mouvement de libération nationale (MLN), qu'il a connu à Nice, ainsi qu'avec André Amar et César Chamay de l'OJC. Le groupe franc qu'il coordonne désormais coopère très activement aux actions menées par le groupe franc Alerte du capitaine Charcot-Neuville. Les armes et munitions du groupe, ainsi que les tampons destinés aux faux papiers, sont stockés dans son appartement du 90 boulevard de Courcelles.

Le 18 juillet 1944, il tombe dans une souricière tendue par la Gestapo de la rue de la Pompe au 70 rue Erlanger à Paris. Emprisonné à Fresnes puis à Drancy, il est déporté à destination de Buchenwald, le 17 août 1944, dans le convoi dit des 51 otages. Il parvient à s'évader du train le 21 août 1944 à proximité de Saint-Quentin (Aisne) avec quelques camarades. Hébergé par le docteur Hebert, Ernest Appenzeller se met à la disposition de Jacques Marchandise, chef départemental du service de renseignements de l'Organisation civile et militaire (OCM). Celui-ci lui demande de prendre contact avec les éléments américains qui, venant de Laon, se dirigent sur Saint-Quentin, afin de leur communiquer les renseignements dont le groupe dispose sur les forces allemandes. Ernest Appenzeller établit cette liaison avec les Américains à La Fère.

Ernest Appenzeller s'installe à Tel-Aviv en 1946 où il exerce la profession de sculpteur puis d'architecte-décorateur. Il est décoré de la médaille de la Résistance française par décret du 25 juin 1946 (*Journal Officiel* du 11 juillet 1946).



© Yad Vashem

MARIANNE COHN

1922 -1944

Médaillée de la Résistance française

Alias : Colin



Marianne Cohn naît en 1922 à Mannheim dans une famille juive. La famille s'installe à Berlin en 1928. Après l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, la famille décide de fuir l'Allemagne. Elle émigre à Barcelone. Lorsque la guerre civile espagnole éclate en 1936, la situation de la famille devient très précaire. Les parents envoient d'abord Marianne, 14 ans, et Lisa, sa sœur, 12 ans, chez des proches à Paris. Elles se réfugient ensuite en Suisse grâce à une organisation humanitaire. En avril 1938, les sœurs doivent quitter la Suisse et sont à nouveau hébergées à Paris chez des parents.

Quelques mois après la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, les parents de Marianne furent internés à Gurs en qualité de ressortissants d'un pays ennemi et ce à double titre : réfugiés d'Allemagne et réfugiés d'Espagne franquiste. Marianne et sa sœur sont prises en charge par les « Éclaireurs israélites de France ». Cette organisation juive s'occupe d'enfants juifs en danger.

Libérés en 1941, les parents Cohn s'établirent à Moissac (Tarn-et-Garonne), avant que le père soit à nouveau arrêté. En 1941 Marianne Cohn entre au « Mouvement des jeunes sionistes » (MJS), elle est agent de liaison et participe au service des faux papiers à Grenoble. Des résistants - dont Mila Racine - viennent d'être arrêtés et déportés pour avoir fait passer illégalement un groupe d'enfants en Suisse. Le MJS, sous la direction de Toto Giniewski, envoie Marianne à Annemasse afin de prendre le relais de Mila. Elle reçoit de faux papiers au nom de Marie Colin et réussit à faire transiter plusieurs groupes d'enfants de l'autre côté de la frontière suisse. De petits groupes d'enfants sont amenés de nuit, par étapes, au-delà de la frontière. Jusqu'en septembre 1943, trois à quatre de ces transports clandestins d'enfants partent chaque semaine en direction de la Suisse. Marianne Cohn aide ainsi plus de 200 enfants et adolescents juifs à fuir vers la Suisse. Durant l'été 1943, Marianne fut arrêtée, elle fut mise dans un cachot et durant ce court séjour elle a vraisemblablement écrit son poème "Je trahirai demain pas aujourd'hui".

Le 31 mai 1944, Marianne Cohn est arrêtée lors d'une opération de sauvetage à la frontière francosuisse. Elle est détenue avec 28 enfants, de 4 à 15 ans, à la prison de la Gestapo de la ville d'Annemasse. Elle refuse de s'évader afin de ne pas mettre en danger les enfants et les adolescents qui lui ont été confiés. Le maire de la ville d'Annemasse, Jean Deffaugt, réussit à négocier avec les troupes d'occupation allemandes et à sauver les enfants. Lors des interrogatoires, Marianne Cohn est torturée. Le 8 juillet 1944, elle est assassinée avec d'autres résistantes et résistants. Son corps sera découvert après la guerre. La totalité des 28 enfants arrêtés avec Marianne ont survécu, à Annemasse. En 1966, le maire Jean Deffaugt a été reconnu par Yad Vashem comme Juste parmi les nations. Les parents et la sœur de Marianne - Lisa Souris - ont également survécu.

QUESTIONNAIRE ÉLÈVES

CARTE NUMÉRIQUE

France libre



Fonds de carte Eduscol

Sur ce fonds de carte indique deux noms de pays actuels qui se sont ralliés à De Gaulle en 1940.

1.
2.
3.

France libre



VITRINE : L'ÉCOLE MILITAIRE DES CADETS DE LA FRANCE LIBRE



Soldier's Service and Pay-Book
de Léon Bouvier

- 1) Quand est né **LEON BOUVIER** ?

- 2) Dans quel pays est-il enregistré pour combattre ?

- 3) Dans quel pays est-il né d'après ce livret ? Est-ce vrai ? Explique.



VITRINE : « LE CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES »

Fanion du Corps des volontaires françaises



1) Quel symbole principal trouve-t-on sur ce fanion ?

.....

2) Dessine-le :



VITRINE : LE BATAILLON DE MARCHÉ N°2

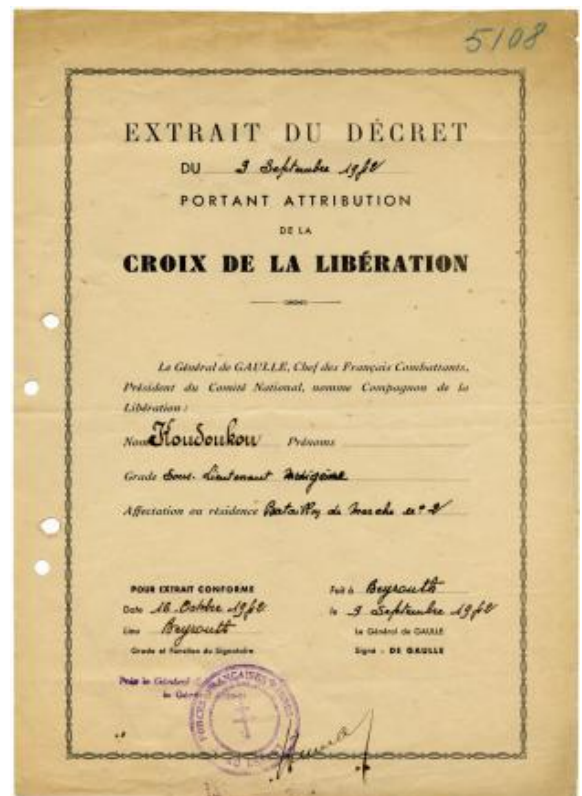
Extrait du décret portant attribution de la croix de la Libération à **GEORGES KOUDOUKOU**.

1) Quand **GEORGES KOUDOUKOU** a-t-il obtenu la Croix de la Libération ?

.....

2) Quel grade a-t-il ?

.....



VITRINE : 13^E DEMI-BRIGADE DE LÉGION ÉTRANGÈRE

France libre



Casque anglais MK II de **GUSTAVO CAMERINI**

Regarde bien ce casque, quel insigne porte-t-il ? Pourquoi ?

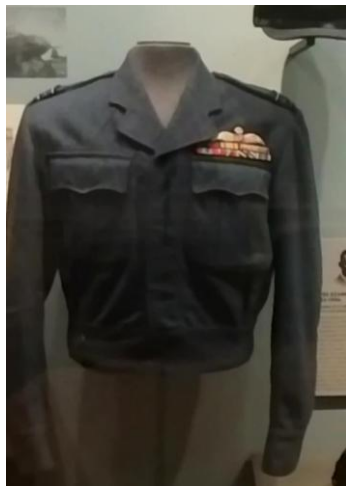
.....

.....

France libre



VITRINE : GROUPE DE BOMBARDEMENT LORRAINE (342 SQUADRON)



Vareuse groupe Lorraine

Quel insigne porte cette vareuse ? Pourquoi ?

.....

.....

.....

.....

France libre



VITRINE : RÉGIMENT DE CHASSE NORMANDIE-NIEMEN

Tenue de pilote d'hiver

Décris cette tenue. Pourquoi ces soldats sont-ils habillés si chaudement ?

.....

.....

.....

.....





VITRINE : « À TOUS LES FRANÇAIS »

Affiche "À tous les Français"

A quoi fait référence « des gouvernants de rencontre, cédant à la panique, ont capitulé » ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....



VITRINE : DE GAULLE ET LES ALLIÉS

Despatch box

Quelles initiales lis-tu sur ce porte-documents ? A quoi correspondent-elles ?

.....

.....

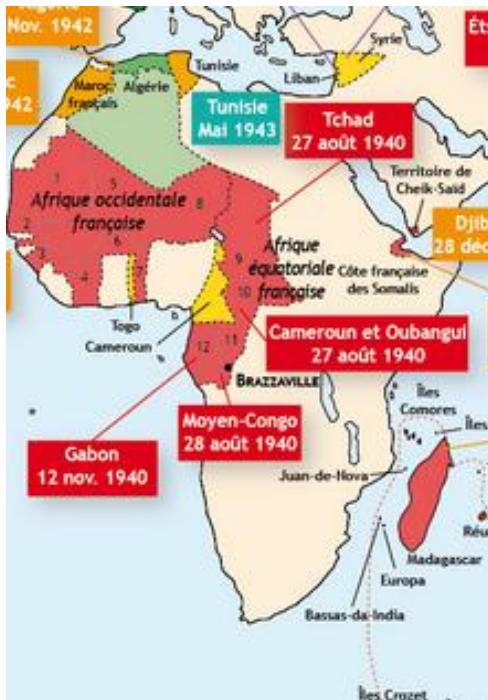
.....

.....



RÉPONSES DU QUESTIONNAIRE

CARTE NUMÉRIQUE



Liste des territoires de l'Afrique équatoriale française ralliant la France libre :

- Tchad
- Cameroun
- Oubangui-Chari (aujourd'hui Centrafrique)
- Moyen-Congo
- Gabon

VITRINE : L'ÉCOLE MILITAIRE DES CADETS DE LA FRANCE LIBRE

1) le 28 septembre 1923

2) Egypte

3) Non, Léon Bouvier est né à Vienne en Autriche, de parents polonais. A l'âge de 10 ans, il demande à ses parents de l'envoyer étudier à Paris. Il entre au lycée Michelet à Vanves comme pensionnaire de l'état français. Au printemps 1940, grâce à l'intervention du Consulat de France à Moscou, il obtient des papiers lui permettant de quitter la zone soviétique.

VITRINE : « LE CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES »

1) La Croix de Lorraine

VITRINE : LE BATAILLON DE MARCHÉ N°2

1) 9 septembre 1942

2) Sous-lieutenant indigène

VITRINE : 13^E DEMI-BRIGADE DE LÉGION ÉTRANGÈRE

Ce casque anglais porte un insigne tricolore peint permettant de distinguer les combattants de la France libre.

VITRINE : GROUPE DE BOMBARDEMENT LORRAINE (342 SQUADRON)

Insigne de la RAF (Royal Air Force). Le groupe de bombardement 1 « Lorraine » est formé en Syrie le 24 septembre 1941 avec des éléments qui combattaient déjà depuis près d'un an,

notamment au Gabon (27 octobre-12 novembre 1940) ou à Koufra (31 janvier-1^{er} mars 1941). Sans cesser ses opérations, le groupe Lorraine est reconstitué en Angleterre le 7 avril 1943. Intégré à la *Royal Air Force* (RAF) sous la codification de 342 *Squadron*, il est équipé de bombardier Douglas Boston.

VITRINE : RÉGIMENT DE CHASSE NORMANDIE-NIEMEN

Les soldats se battent en URSS dans des conditions climatiques, très rudes, difficilement supportables, les températures variant entre -25° et -30°.

VITRINE : « À TOUS LES FRANÇAIS »

Au gouvernement de Vichy formé par le maréchal Pétain : des « gouvernants de rencontre », c'est-à-dire regroupés par hasard, qui ont demandé à « cesser le combat ».

VITRINE : DE GAULLE ET LES ALLIÉS

Initiales W.S.C. (Winston Spencer Churchill).

TÉMOIGNAGES ÉCRITS DE RÉSISTANTS

TÉMOIGNAGE DE JORGE SEMPRUM, EXTRAIT DE « L'ÉCRITURE OU LA VIE », GALLIMARD. 1994.

Ils ne peuvent pas comprendre, pas vraiment, ces trois officiers. Il faudrait leur raconter la fumée : dense parfois, d'un noir de suie dans le ciel variable. Ou bien légère et grise, presque vaporeuse, voguant au gré des vents sur les vivants rassemblés, comme un présage, comme un au revoir.

Fumée pour un linceul aussi vaste que le ciel, dernière trace du passage, corps et âmes, des copains ?

Il y faudrait des heures, des saisons entières, l'éternité du récit, pour à peu près en rendre compte.

Il y aura des survivants, certes. Moi, par exemple. Me voici survivant de service, opportunément apparu devant ces trois officiers d'une mission alliée pour leur raconter la fumée du crématoire, l'odeur de chair brûlée sur l'Ettersberg, les appels sous la neige, les corvées meurtrières, l'épuisement de la vie, l'espoir inépuisable, la sauvagerie de l'animal humain, la grandeur de l'homme, la nudité fraternelle et dévastée du regard des copains.

Mais peut-on raconter ? Le pourra-t-on ?

Le doute me vient dès ce premier instant.

Nous sommes le 12 avril 1945, le lendemain de la libération de Buchenwald. L'histoire est fraîche, en somme. Nul besoin d'un effort de mémoire particulier. Nul besoin non plus d'une documentation digne de foi, vérifiée. C'est encore au présent, la mort. Ça se passe sous nos yeux, il suffit de regarder.

TÉMOIGNAGE DE GUSTAVO CAMERINI, EXTRAIT DE « CE SOIR NOUS MONTERONS TOUS AU PARADIS ». A. BARTHELEMY, 2002.

10 juin 1940 :

Donc ce soir-là, comme je l'ai dit, j'étais effondré ; j'étais seul accoudé au bastingage, dans la nuit. Je regardais la mer qui passait, et mes réflexions étaient noires ; Je me sentais seul comme si le monde me repoussait. Tout à coup, j'ai eu la sensation que quelqu'un s'accoudait à côté de moi. Je regardai : c'était le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey, l'officier le plus élevé en grade du bateau, qui venait au secours de l'officier le moins élevé en grade, le sous-lieutenant Camerini. Avec une sensibilité vraiment exceptionnelle, il venait à mon secours. Il ne voulait pas m'abandonner car il avait compris la tragédie. Ce soir-là colonel et sous-lieutenant restèrent ensemble ; Nous marchions sur le pont, en avant, en arrière. Le colonel Magrin me racontait des anecdotes de la Première Guerre Mondiale dans lesquels il montrait, pour m'être agréable, des événements tout à fait à l'honneur des Italiens. Ce soir-là, je ne l'ai jamais oublié. Je crois même qu'il a eu une certaine influence lorsque, en Angleterre, on dut décider de rentrer en France ou de rester avec le général de Gaulle. Cette soirée a certainement eu une influence sur moi et ma décision.

Le 27 mai 1942.

« Nous étions tous prêts, mèche allumée, quand, le matin du 27 mai 42, on donna l'alerte : des chars se précipitaient contre notre défense de Bir Hakeim. Ce fut quelque chose d'assez étrange et d'assez rapide. Ce fut précisément sur ma compagnie que se précipitèrent ces vieux chars, qui, s'ils n'avaient vu la fin de la guerre de 14-18, avaient certainement été fabriqués très peu de temps avant car c'était en réalité des charrettes blindées et chenillées, avec un petit canon qui me rappelait le canon de 25 français. Il aurait pu tuer des mouches, et peut-être aussi tuer des personnes, mais enfin l'idée que ce petit chariot aurait pu combattre contre les Valentine dans une guerre de chars, alors que nous savions tous que certaines pièces d'artillerie tiraient à plus d'un kilomètre avec une précision incroyable, c'était simplement risible. Quand même, ils arrivaient courageusement, je les voyais d'ailleurs très bien, et je me préparais avec ma section, avec toute ma compagnie, à une défense, quand le capitaine m'appela en criant et me dit : « Allez, allez, faites immédiatement tirer l'artillerie ! Prévenez l'artillerie ! »

Bon, je sortis, je me précipitai pour me rendre aux batteries, à quelque deux à trois cents mètres derrière nous, les batteries de campagne du colonel Laurent-Champrosay qui tiraient maintenant comme des fous. Ils étaient ivres de poudre, comme on dit. Je revins juste à temps pour voir les petits chars italiens qui sautaient sur les mines comme des allumettes. Les hommes se rendaient immédiatement. En un instant, une cinquantaine d'hommes s'avancèrent vers nous, les bras levés, complètement abrutis. Je commençai d'abord à engueuler les prisonniers en bon italien en leur disant qu'ils devraient avoir honte de se battre pour les Boches. Ce qui était incroyable, c'était de voir les chars qui avaient sauté : ils étaient arrivés jusqu'à nos positions. Il y en avait un à deux mètres de mon abri. Ce fut très commode dans l'avenir : mon ordonnance faisait sécher mon linge en l'accrochant à ce char. Mais ceci n'a rien à voir. »

LETTRE ÉCRITE PAR MISSAK MANOUCHIAN À SA FEMME MÉLINÉE LE 21 FÉVRIER 1944 À LA PRISON DE FRESNES, QUELQUES HEURES AVANT QU'IL SOIT FUSILLÉ AU FORT DU MONT VALÉRIEN.

« Ma Chère Mélinée, ma petite orpheline bien-aimée, Dans quelques heures, je ne serai plus de ce monde. Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. Cela m'arrive comme un accident dans ma vie, je n'y crois pas mais pourtant je sais que je ne te verrai plus jamais.

Que puis-je t'écrire ? Tout est confus en moi et bien clair en même temps. Je m'étais engagé dans l'Armée de Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la Victoire et du but. Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit, chacun aura ce qu'il méritera comme châtiment et comme récompense.

Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur à tous...

J'ai un regret profond de ne t'avoir pas rendue heureuse, j'aurais bien voulu avoir un enfant de toi, comme tu le voulais toujours. Je te prie donc de te marier après la guerre, sans faute, et d'avoir un enfant pour mon bonheur, et pour accomplir ma dernière volonté, marie-toi avec quelqu'un qui puisse te rendre heureuse. Tous mes biens et toutes mes affaires je les lègue à toi à ta sœur et à mes neveux. Après la guerre tu pourras faire valoir ton droit de pension de guerre en tant que ma femme, car je meurs en soldat régulier de l'armée française de la libération.

Avec l'aide des amis qui voudront bien m'honorer, tu feras éditer mes poèmes et mes écrits qui valent d'être lus. Tu apporteras mes souvenirs si possible à mes parents en Arménie. Je mourrai avec mes 23 camarades tout à l'heure avec le courage et la sérénité d'un homme qui a la conscience bien tranquille, car personnellement, je n'ai fait de mal à personne et si je l'ai fait, je l'ai fait sans haine. Aujourd'hui, il y a du soleil. C'est en regardant le soleil et la belle nature que j'ai tant aimée que je dirai adieu à la vie et à vous tous, ma bien chère femme et mes bien chers amis. Je pardonne à tous

ceux qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal sauf à celui qui nous a trahis pour racheter sa peau et ceux qui nous ont vendus. Je t'embrasse bien fort ainsi que ta sœur et tous les amis qui me connaissent de loin ou de près, je vous serre tous sur mon cœur. Adieu.

Ton ami, ton camarade, ton mari.

Manouchian Michel.

P.S. J'ai quinze mille francs dans la valise de la rue de Plaisance. Si tu peux les prendre, rends mes dettes et donne le reste à Armène. M. M.

TÉMOIGNAGE DE ROMAIN GARY, EXTRAIT DE « LA PROMESSE DE L'AUBE », CHAPITRE XXXI. GALLIMARD. 1960.

Je suis sans rancune envers les hommes de la défaite et de l'armistice de 40. Je comprends fort bien ceux qui avaient refusé de suivre de Gaulle. Ils étaient trop installés dans leurs meubles, qu'ils appelaient la condition humaine. Ils avaient appris et ils enseignaient « la sagesse », cette camomille empoisonnée que l'habitude de vivre verse peu à peu dans notre gosier, avec son goût douxereux d'humilité, de renoncement et d'acceptation. Lettrés, pensifs, rêveurs, subtils, cultivés, sceptiques, bien nés, bien élevés, férus d'humanités, au fond d'eux-mêmes, secrètement, ils avaient toujours su que l'humain était une tentation impossible et ils avaient donc accueilli la victoire d'Hitler comme allant de soi. A l'évidence de notre servitude biologique et métaphysique, ils avaient accepté tout naturellement de donner un prolongement politique et social. J'irai même plus loin, sans vouloir insulter personne : ils avaient *raison*, et cela seul eût dû suffire à les mettre en garde. Ils avaient raison, dans le sens de l'habileté, de la prudence, du refus de l'aventure, de l'épingle du jeu, dans le sens qui eût évité à Jésus de mourir sur la croix, à Van Gogh de peindre, à mon Morel de défendre ses éléphants, aux Français d'être fusillés, et qui eût uni dans le même néant, en les empêchant de naître, les cathédrales et les musées, les empires et les civilisations.

Et il va sans dire qu'ils n'étaient pas tenus par l'idée naïve que ma mère se faisait de la France. Ils n'avaient pas à défendre un conte de nourrice dans l'esprit d'une vieille femme. Je ne puis en vouloir aux hommes qui, n'étant pas nés aux confins de la steppe russe d'un mélange de sang juif, cosaque et tartare, avaient de la France une vue beaucoup plus calme et beaucoup plus mesurée.

Extrait du chapitre XXXI : *Le 25 janvier 1944, le lieutenant Romain Gary, observateur à bord d'un des six Boston du groupe Lorraine des Forces aériennes françaises libres (FAFL) est dans une formation qui comprend également douze bombardiers britanniques. Ils mènent un raid en direction des travaux militaires qui ont été signalés par la Résistance sur le bois d'Esquerdes au sud-ouest de Saint-Omer. Alors que les bombardiers viennent de dépasser Le Touquet, la flak allemande (Défense contre avions) déclenche un impressionnant tir de barrage.*

Un jour, cependant, nous eûmes une sortie un peu plus mouvementée que d'habitude. A quelques minutes de l'objectif, alors que nous dansions entre les nuages des obus, j'entendis dans mes écouteurs une exclamation de mon pilote Arnaud Langer. Il y eut ensuite un moment de silence, puis sa voix annonça froidement : – Je suis touché aux yeux. Je suis aveugle.

Sur le Boston, le pilote est séparé du navigateur et du mitrailleur par des plaques de blindage et, en l'air, nous ne pouvions rien les uns pour les autres. Et, au moment même où Arnaud m'annonçait sa blessure aux yeux, je recevais un violent coup de fouet au ventre. En une seconde, le sang colla mon pantalon et emplît mes mains. Fort heureusement, on venait de nous distribuer des casques d'acier pour nous protéger le chef. Les équipages anglais et américains mettaient naturellement les casques sur leurs têtes, mais les Français, à l'unanimité, s'en servaient pour couvrir une partie de leur individu qu'ils jugeaient beaucoup plus précieuse. Je soulevai rapidement le casque et m'assurai que l'essentiel était sain et

sauf. Mon soulagement fut tel que la gravité de notre situation ne m'impressionna pas particulièrement. J'ai toujours eu, dans la vie, un certain sens de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas. Ayant poussé un soupir de soulagement, je fis le point. Le mitrailleur, Bauden, n'était pas touché, mais le pilote était aveugle ; nous étions encore en formation et j'étais le navigateur de tête, c'est-à-dire que la responsabilité du bombardement collectif reposait sur moi. Nous n'étions plus qu'à quelques minutes de l'objectif et il me parut que le plus simple était de continuer en ligne droite, nous débarrasser de nos bombes sur la cible et examiner ensuite la situation, s'il y en avait encore une. C'est ce que nous fîmes, non sans avoir été touchés encore à deux reprises. Cette fois, ce fut mon dos qui fut visité et quand je dis mon dos, je suis poli. Je pus tout de même lâcher mes bombes sur l'objectif avec la satisfaction de quelqu'un qui fait une bonne action.

Nous continuâmes un instant tout droit devant nous, puis nous commençâmes à diriger Arnaud à la voix, nous écartant de la formation, dont le commandement passa à l'équipage d'Allegret. J'avais perdu pas mal de sang et la vue de mon pantalon gluant me donnait mal au cœur. Un des deux moteurs ne donnait plus. Le pilote essayait d'arracher un à un les éclats de ses yeux. En tirant sur ses paupières avec les doigts, il parvenait à voir le contour de sa main, ce qui semblait indiquer que le nerf optique n'était pas touché. Nous avons pris la décision de sauter en parachute dès que l'avion couperait la côte anglaise, mais Arnaud constata que son toit coulissant avait été endommagé par les obus et ne s'ouvrait pas. Il ne pouvait être question de laisser le pilote aveugle seul à bord ; nous dûmes donc demeurer avec lui et tenter l'atterrissage, en le dirigeant à la voix. Nos efforts ne furent pas très efficaces et nous manquâmes le terrain à deux reprises. Je me souviens que la troisième fois, alors que la terre dansait autour de nous et que je me tenais dans ma cage de verre, dans le nez de l'avion, avec la sensation de l'omelette qui va sortir de l'œuf, j'entendis la voix d'Arnaud, devenue soudain une voix d'enfant, crier dans mes écouteurs « Jésus-Marie protège-moi! », et je fus attristé et assez vexé qu'il priât ainsi uniquement pour lui-même et qu'il oubliât les copains. Je me souviens aussi qu'au moment où l'avion faillit percuter dans le sol, je souris – et ce sourire fut sans doute une de mes créations littéraires les plus longuement préméditées. Je la mentionne ici dans l'espoir qu'elle figurera dans mes œuvres complètes.

Je crois que ce fut la première fois dans l'histoire de la R.A.F. qu'un pilote aux trois quarts aveugle parvint à ramener son appareil au terrain. Le compte rendu de la R.A.F. indiquait seulement que « pendant l'atterrissage le pilote était parvenu à desserrer d'une main les paupières, malgré les éclats dont elles étaient criblées ». Cet exploit valut à Arnaud Langer la Distinguished Flying Cross britannique à titre immédiat. Il devait retrouver la vue complètement ; ses paupières avaient été clouées aux globes des yeux par des éclats de plexiglass, mais le nerf optique était intact. Il devint pilote d'Air-Transport après la guerre. En juin 1955, alors qu'il s'apprêtait à prendre son terrain à Fort-Lamy, précédant de quelques secondes une tornade tropicale qui avançait sur la ville, les témoins virent la foudre sortir comme un poing des nuages et frapper l'avion au poste de pilotage. Arnaud Langer fut tué instantanément. Il a fallu ce coup bas du destin pour lui faire lâcher les commandes.

Je fus placé à l'hôpital où le bulletin définit ma blessure comme « plaie perforante de l'abdomen ». Mais rien d'essentiel n'était touché et la plaie se cicatriza vite. Ce qui était par contre beaucoup plus ennuyeux, c'est qu'au cours des divers examens l'état pas très heureux

de mes organes devint apparent et le médecin-chef fit un rapport demandant ma radiation du personnel navigant. Entre-temps, je quittai l'hôpital et, grâce à l'amitié de tout le monde, je pus faire rapidement encore quelques missions.

Et c'est là que se situe l'événement le plus merveilleux de ma vie, auquel aujourd'hui encore je n'arrive pas à croire tout à fait.

Quelques jours auparavant, j'avais été convoqué à la B.B.C. avec Arnaud Langer et interviewé longuement sur notre mission. Je connaissais les besoins de la propagande, la soif du public français, avide de nouvelles de ses aviateurs, et je n'y fis pas trop attention. Je fus cependant assez étonné de voir *L'Evening Standard* publier le lendemain un article sur notre « exploit ».

Je retournai ensuite à la base d'Hartford Bridge. Je me trouvais au mess lorsqu'un planton me remit un télégramme. Je jetai un coup d'œil à la signature : Charles de Gaulle.

Je venais de recevoir la Croix de la Libération.

Je ne sais s'il reste encore quelqu'un pour comprendre ce que ce ruban vert et noir voulait dire alors pour nous. Les meilleurs de nos camarades morts au combat étaient presque seuls à l'avoir reçu. Aujourd'hui, je ne sais si le nombre de titulaires vivants ou morts se monte à plus de six cents. Je m'aperçois souvent, sans surprise, aux questions que l'on me pose, combien rares sont ceux qui savent ce qu'est la Croix de la Libération et ce que ce ruban signifie. Il est très bon qu'il en soit ainsi. Alors que tout, à peu près, a été oublié ou galvaudé, il est bon que l'ignorance préserve et mette à l'abri le souvenir, la fidélité et l'amitié.

Une sorte d'hébétude s'empara de moi. J'allais et venais, serrant les mains qui se tendaient vers moi, essayant presque de me justifier, de me défendre, car eux, mes camarades, savaient bien que je n'avais pas mérité un tel honneur.

Mais je ne rencontrais que des mains fraternelles et des visages heureux.

Je veux, je tiens aujourd'hui encore, à m'expliquer là-dessus. En toute sincérité, je ne vois rien, dans mes pauvres efforts, qui aurait pu justifier une telle distinction. Ce que je pus faire, tenter, à peine esquisser, est ridicule, inexistant, nul, comparé à tout ce que ma mère attendait de moi, à tout ce qu'elle m'avait appris et raconté de mon pays.

La Croix de la Libération devait être épinglée sur ma poitrine quelques mois plus tard, sous l'Arc de Triomphe, par le général de Gaulle lui-même.

RESSOURCES EN LIGNE

DOSSIERS PEDAGOGIQUES

[Ressources pédagogiques | L'Ordre de la Libération et son Musée](#)

Les collections permanentes : découvrir les Compagnons
L'engagement des femmes dans la Résistance
L'engagement des jeunes dans la Résistance
L'engagement des étrangers dans la France libre
Les résistants dans les camps : la déportation de répression

PODCAST

[Les podcasts sur les Compagnons de l'Ordre de la Libération](#)

Léonel de Moustier, au nom de la République
Gustavo Camerini et Jean-Louis Jestin, au service de la France libre
Simone Michel-Lévy, la double vie d'une patriote
Lazare Pytkowicz, la mort aux trousses
Pierre-Henri Clostermann, un As de l'aviation

VIDEOS

[Les capsules vidéo de Nota Bene](#)

Ces français ont libéré la France !
Survivre au milieu du désert - La bataille de Bir Hakeim
Espionnage et folles évasions - La Résistance française
Le plus gros sous-marin de la WW2 et les forces navales de la France Libre
Les redoutables pilotes de chasse du Normandie-Niemen
La double vie de Berty Albrecht - Les femmes résistantes de la WW2
Leclerc et la 2ème division blindée : le plus téméraire des généraux français ?
Les Bretons, premiers sur la Résistance ! - L'île de Sein

Sauf mention du contraire toutes les photographies et images relèvent du domaine public ou sont la propriété de l'Ordre de la Libération.